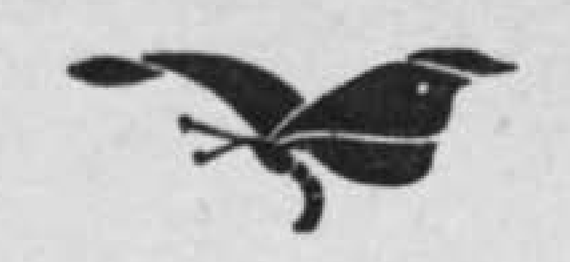
L'ENTENTE NATIONALE



L'Armée et la Franc-Maçonnerie

* * * * * * * * *

Compte rendu de la Réunion donnée le 21 Décembre

à la Salle de la Société d'Horticulture



Discours de MM. **MILLEVOYE, ROGER-LAMBELIN, COPIN-ALBANCELLI,** Amiral de la **JAILLE, Dr LE FUR.**

DÉCADE CENTRALE

MM. **R. LE FUR,** *président,*

J. RIBAULT, *vice-président,*

A. HERBLIN, *secrétaire général,*

Ch. RUELLAN, *trésorier général,*

H. de FRANCE, *Président du Comité d'études,*

G. FERLET, *membre du Conseil,*

J. de RICAULT, *Id.*

V. VALENTIN-SMITH, *Id.*

J. de VASSELOT, *Id.*

Fr. de VATHAIRE, *Id.*

L'Entente Nationale vient de donner, le 21 décembre dernier, sa seconde Réunion publique, à la Salle de Société d'Horticulture, sur « *l'Armée et la Franc-Maçonnerie* ». Elle fut encore plus nombreuse et plus brillante que notre première Réunion. La salle, pourtant beaucoup plus grande que la Salle de la Société de Géographie, était littéralement envahie bien avant l'heure fixée pour la séance, et l'on peut sans exagérer évaluer à plus de 1.500 personnes le nombre de ceux qui avaient tenu à répondre à l'appel de l'*Entente Nationale*.

Le sujet avait d'ailleurs le mérite d'être malheureusement tout à fait d'actualité : tous les bons Français qui assistaient à cette Réunion étaient venus là pour acclamer l'Armée, la venger de tous les outrages, de toutes les calomnies, de toutes les hontes qu'on a voulu lui faire subir ces temps derniers, et surtout pour protester contre les procédés infâmes de délation érigés par le gouvernement et la Franc-Maçonnerie, à la hauteur d'un principe et d'une institution. — A plusieurs reprises, sous la parole ardente des orateurs, l'on put sentir un frisson de colère et d'indignation secouer toute l'assistance. — Là encore, l'*Entente Nationale*, fidèle à son programme, a fait œuvre d'union utile et féconde.

Nous ne saurions mieux faire, pour donner une idée exacte

de cette importante Réunion, que de reproduire le Compte Rendu qu'en a publié le journal « *La Vérité française* ».

Mercredi soir, chaude et vibrante réunion à la Société d'Horticulture, organisée par l'*Entente Nationale*, sur « l'Armée et la franc-maçonnerie. »

L'amiral de la Jaille présidait, assisté du général de Roincé. Au bureau : MM. Lucien Millevoye, député de la Seine ; docteur Le Fur, président de l'*Entente Nationale ;* Roger-Lambelin, conseiller municipal ; Copin-Albancelli, président de la Ligue nationale contre la franc-maçonnerie.

Sur l'estrade : MM. Lerolle, Le Gonidec de Traissan, marquis de la Ferronnays, marquis de l'Estourbeillon, députés ; amiral de Cuverville, Le Cour Grandmaison, sénateurs ; amiral Mathieu, général de Chalain, général de Taradel, général des Garets, général Récamier, général Bourelly, général Canonge, colonel Bourgois, colonel d'Elbée, colonel de Parseval, d'Aulan, conseiller municipal ; de Bourqueney, abbé Fonssagrives, Marc Sangnier, Fernand Nicolay, duc des Cars, Du Laurent de la Barre, de Fonscolombes, de Kertangny. Remarqué encore dans la salle : Mmes la marquise de Mac-Mahon, de la Jaille, baronne de Fonscolombes, de Pellieux, Le Fur, marquise d'Elbée, marquise de Vasselot, Gripon, comtesse de Belmont.

Après le discours d'ouverture du docteur René Le Fur, rappelant le but de l'*Entente Nationale :* essayer de faire l'union de tous sur le terrain de nos traditions nationales en faisant appel à tous les chefs de l'opposition, à tous les bons Français, pour combattre d'abord la franc-maçonnerie et le gouvernement qui nous oppriment ; pour accepter ensuite un régime conforme à notre tempérament et à nos aspirations nationales.

M. Lucien Millevoye a montré comment, aux heures de danger, les Français ont su toujours s'unir, faisant abstraction de tout parti, de toute opinion politique, unissant tous les camps et tous les drapeaux devant l'ennemi commun, l'étranger.

M, Roger-Lambelin a fait l'historique de notre belle France militaire que trente ans de lutte sourde de la franc-maçonnerie ont désorganisée jusque dans ses racines, et que seul peut reconstituer et commander un chef responsable qui en a le mandat et la mission, c'est-à-dire le Souverain.

M. Copin-Albancelli a su montrer que c'était en dehors de France qu'il fallait chercher les chefs de la puissante organisation maçonnique : cette association internationale est dirigée par la juiverie cosmopolite, ennemie-née des races chrétiennes, qui a résolu la ruine de la France, soutien le plus ferme du catholicisme ; or, pour jeter à bas la France, il faut commencer par détruire l'armée.

Les francs-maçons sont d'ailleurs décidés à ne reculer devant aucun sacrifice pour se débarrasser de leurs adversaires, c'est ce que des documents maçonniques authentiques et des faits malheureusement trop récents semblent établir avec une triste évidence.

Tous unanimement ont flétri la délation dans l'armée, élevée à la hauteur d'une institution républicaine.

Enfin l'amiral de La Jaille se levant a, dans une allocution pleine de cœur, pris la défense de la marine et de l'armée, montrant que c'est le gouvernement qui a introduit la politique dans l'armée, dont le seul culte avait été jusqu'à présent le respect du drapeau et l'amour de la France. En terminant, il a tenu à remercier l'*Entente Nationale* de l'imposante manifestation qu'elle a voulu organiser en faveur de l'armée, et a fait des vœux pour le développement de ce groupement, si nécessaire à l'heure actuelle.

Parmi les autres journaux qui ont rendu compte de la Séance, citons : le *Gaulois*, le *Figaro*, l'*Autorité*, l'*Éclair*, la *Libre Parole*, la *Patrie*, la *Presse*, la *Gazette de France*, l'*Intransigeant*, la *Liberté*, la *Vérité Française*, le *Panache*, le *Soleil*, la *Croix*, le *Réveil Français*, l'*Écho du VII*e, l'*Information*, etc.

Un grand nombre de journaux de province ont consacré à cette Réunion, ou à l'*Entente Nationale*, des articles intéressants.

Citons : le *Soleil du Midi* (de Marseille), l'*Espérance du Peuple* (de Nantes), la *Défense de Fontainebleau*, le *Journal de Roubaix*, la *Dépêche de Lille*, la *Gazette du Centre* (de Limoges), la *Revue de l'Ouest*, la *Croix de l'Aube*, le *Mortainais*, le *Propagateur Picard*, etc.

Nous sommes heureux de remercier encore une fois la Presse de Paris et de province de son précieux appui ; son concours nous est absolument indispensable pour faire connaître notre groupe, nos efforts et nos idées, et pour réaliser cette union si nécessaire sur le terrain de nos traditions nationales.

Avant de donner le texte des discours, nous devons un mot d'explication à nos amis.

Dans cette Réunion sur *l'Armée et la Franc-Maçonnerie*, un mot a été prononcé qui mérite de retenir notre attention.

Plusieurs cris de : « Vive le Roi ! Vive l'Empereur ! » ayant été poussés au cours de la séance, un assistant a cru nécessaire de répliquer : « Et l'*Entente Nationale*, qu'en faites-vous ? » Nous aurions répondu de suite à cette interpellation, si nous n'avions pas craint d'interrompre la séance.

En tout cas, nous tenons à le faire maintenant : « L'*Entente Nationale*, aurions-nous dit, n'existe pas encore ; nous cherchons précisément à la créer, en provoquant ces Réunions où des milieux et opinions contraires peuvent se rencontrer, prendre contact, se heurter, ou parfois au contraire se connaître et s'apprécier mutuellement. L'Entente ne se fera que par le choc de ces opinions opposées, disons plutôt divergentes, passées au crible de la raison et de l'histoire ; et par raison, nous entendons ici non pas la raison individuelle qui déraisonne souvent, mais la raison sociale, le sens national et profond d'un peuple qui peut s'obscurcir parfois, aux heures sombres de son histoire, mais ne disparaît jamais totalement, et survit à toutes les attaques, à toutes les tourmentes.

En politique, comme en toute autre chose, il faut bien admettre que de deux affirmations contradictoires, l'une est vraie et, partant, l'autre nécessairement fausse ; la vérité politique, moins que toute autre, ne peut vivre et se contenter de concessions, de compromissions et de lâchetés doctrinales. Cela est bon à dire, surtout en ce moment, où si peu de personnes savent aller jusqu'au fond de leur pensée, et où par contre un si grand nombre se contentent de demi-mesures, de formules imprécises et de mots vagues.

Nous préférons certainement ceux qui appuient leurs opinions sur des preuves historiques et des raisonnements éclairés, à ceux qui se contentent de crier : « Vive ceci ou vive cela ! » Mais nous préférons mille fois ces derniers à ceux qui posent pour *l'indifférence complète en politique* ; le cri de

ceux-là est au moins une affirmation individuelle, parfois inutile, mais toujours respectable.

Nous l'avons souvent répété, nous voulons une *politique d'affirmation*, et non une politique de négation ou de compromissions, d'atermoiements, de perpétuelles concessions, entraînant de honteux abandons et d'inévitables lâchetés[1]. »

Voici le texte complet des discours prononcés à notre Réunion sur l'*Armée et la Franc-Maçonnerie* : nous recommandons spécialement à tous nos amis la lecture des documents très importants, très suggestifs et tout à fait d'actualité que contient le discours de M. Copin-Albancelli.

1. Voir la lettre très intéressante adressée au journal *Le Panache* intitulée : *Appel à la Sincérité*, et signée : « Un des auditeurs de la Réunion du 21 décembre » (Voir page 49 de notre brochure). Nous sommes d'autant plus à l'aise pour apprécier et approuver le contenu de cette lettre que nous n'en connaissons pas l'auteur.

Discours de M. le Docteur LE FUR,

Président de l'*Entente Nationale*.

Mesdames, Messieurs,

Je m'en voudrais de retarder le moment où vous allez avoir le plaisir d'entendre les éminents orateurs qui doivent prendre la parole ici, ce soir; mais, depuis notre dernière Réunion, nous vous devons quelques explications. Je voudrais vous dire ce que nous avons fait et pourquoi nous avons organisé cette Réunion.

Ce que nous avons fait, d'abord. Eh bien! nous nous sommes efforcés de remplir notre programme, comme vous pourrez vous en rendre compte par vous-mêmes. Ce programme, nous l'avions déjà établi lors de notre séance d'ouverture. Il consistait et consiste encore dans l'étude et la défense de nos traditions nationales. Pour remplir ce programme et pour atteindre notre but, il nous faut une méthode et cette méthode, nous l'avons déjà dit, consiste d'abord à convaincre, à essayer tout au moins de convaincre ceux qui ne pensent pas comme nous, de les convaincre par le simple raisonnement, et non pas en leur demandant le sacrifice de leurs convictions. M. de Lamarzelle a insisté ici même en effet sur ce qu'avait d'incompréhensible ce fait de demander à un adversaire ou même à un allié le sacrifice de ses convictions. Car, comme il le disait, de deux choses l'une : ou cette conviction est sincère et basée sur un raisonnement précis, et alors on ne doit pas l'abandonner; ou, au contraire, c'est une opinion flottante qui ne repose sur rien de sérieux et de raisonnable, c'est un préjugé : l'on se doit à soi-même, l'on doit à la raison d'abandonner tout préjugé.

Ce que nous voulons faire, surtout, c'est réaliser l'Union, l'union sur le terrain des traditions nationales en faisant appel à tous les honnêtes gens, à tous les bons Français pour que, dans la lutte intense, dans la lutte terrible qui est actuellement engagée contre nos adversaires, tous ceux-là soient avec nous. (*Applaudissements.*)

Cette lutte en effet comprendra deux phases : dans la première, il s'agira de détruire ce qui existe, ce dont la France meurt, et pour

aboutir à ce résultat, l'union est nécessaire, indispensable, et si nous ne parvenons pas à la faire par quelque procédé que ce soit, nous sommes irrémédiablement perdus, et la France, évidemment, mourra avec notre parti.

Mais après avoir détruit, il faudra songer à reconstruire; dans cette seconde phase, chacun conservera sa complète liberté d'action.

Nous voulons étudier avec impartialité toutes les solutions de salut national. Nous croyons d'ailleurs que tous les partis d'opposition ont intérêt à se connaître et à se pénétrer. Je voudrais surtout que nous, qui avons une doctrine politique précise et croyons posséder la vérité doctrinale, nous pénétrions dans tous les milieux où l'on ne pense pas comme nous, afin de faire de la propagande en faveur de nos idées. Nous ne voulons pas rester dans notre Tour d'Ivoire, comme on nous l'a tant reproché : au contraire, nous cherchons à nous répandre au dehors; c'est pourquoi nous faisons appel à tous les chefs de l'opposition ; c'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, vous voyez qu'à chacune de nos réunions nous nous adressons à des personnes éminentes d'ailleurs, qui ne pensent pas toujours comme nous, à beaucoup près, mais qui, sur les principes essentiels : patriotisme, principes sociaux, par exemple, ont des idées semblables aux nôtres et seront, sur le terrain de nos traditions nationales, disposés à faire l'union et à combattre avec nous. Ce sont, pour le moment, des amis, des alliés, à qui nous tendons loyalement la main, et avec qui nous sommes heureux de marcher côte à côte, si nous devons nous séparer un jour.

Ne seront naturellement exclus de cette union que les sectaires, les francs-maçons, les internationalistes. Il est inutile d'insister davantage, Mesdames et Messieurs : car pour eux, vous le savez, c'est la lutte sans merci, la lutte à outrance, car nous ne pouvons absolument avoir avec eux aucun point de contact (*Applaudissements*).

Et maintenant, pourquoi avons-nous organisé cette réunion?

A notre séance d'ouverture, nous avions choisi comme sujet : *Nos Traditions nationales en général. Comment les défendre?* Nous comptons maintenant étudier dans le détail chacune de ces traditions. Parmi celles-ci, nous avons tout d'abord la *tradition religieuse* qui comportera l'étude de la Séparation de l'Église et de

l'État. Puis, la *tradition sociale* qui comporte comme corollaire l'étude des rapports entre la question ouvrière et le régime politique. Bientôt, nous vous convierons à venir entendre ces deux conférences, au mois de janvier et au mois de février. Mais nous n'avons pas voulu laisser passer ce moment sans nous occuper d'une autre tradition, grande et belle entre toutes, qui a fait l'honneur et la gloire de la France : je veux dire la *tradition militaire*, cette tradition militaire si odieusement méconnue aujourd'hui par ceux-là même qui en ont la garde et la responsabilité, par les Ministres de la Guerre et de la Marine (*Applaudissements*).

Vous savez, Mesdames et Messieurs, qu'après avoir poursuivi la désorganisation de notre armée et de notre marine, ils en sont arrivés, trouvant que ce n'était pas encore assez, à la *délation* conçue et exécutée par la Franc-Maçonnerie, c'est vrai, mais avec la complicité du gouvernement français.

D'autres personnes plus autorisées que moi vous diront que jamais jusqu'ici la politique n'avait encore pénétré dans l'armée : maintenant, c'est la défiance, la disparition de la camaraderie et de la solidarité entre les compagnons de même arme ; aussi peut-on dire, sans exagérer, qu'aujourd'hui l'armée est véritablement coupée en deux.

Ceux qui sont arrivés à ce résultat, ceux qui ont accompli cette indignité, ont commis en même temps une lâcheté et une maladresse. Leurs procédés doivent être dévoilés non seulement à la tribune du Parlement où, malgré le geste courageux et vengeur de ce malheureux Syveton, qui lui a d'ailleurs coûté la vie, où, malgré les efforts, la tactique admirable, le grand talent d'hommes tels que Guyot de Villeneuve, aucune sanction n'a pu être apportée contre ces procédés infâmes, à cause de la servile obéissance d'une Chambre aux ordres d'un gouvernement inféodé lui-même à la franc-maçonnerie ; ces procédés doivent être dévoilés non seulement encore par la Presse dont l'influence est si grande à l'heure actuelle ; mais ils doivent surtout être révélés dans de grandes réunions, dans de grandes manifestations publiques qui devraient avoir lieu dans toute la France où elles finiraient par provoquer une indignation telle, un mouvement d'opinion si accentué que nos maîtres d'un jour devraient reculer. Le bon sens populaire finira bien par rendre son verdict, puisque la grande séance

des Assises n'a pu malheureusement avoir lieu. L'effet déjà considérable produit jusqu'ici, par la publication des fiches, doit être poursuivi, car il faut que l'on sache partout que notre tradition militaire vient d'être compromise et trahie par ceux-là mêmes qui avaient pour mission de la défendre et de la protéger.

C'est un honneur pour l'ENTENTE NATIONALE d'avoir provoqué la première de ces Réunions, et de chercher à en organiser de semblables sur tous les points du territoire français.

Je dois remercier d'une façon particulière les éminents orateurs que vous allez entendre, et nos Présidents dont les noms sont universellement connus et respectés. Merci à eux, qui nous ont apporté leur concours précieux et leur aide dans notre tâche patriotique.

En terminant, je tiens aussi à remercier la Jeunesse de Paris, qui, dernièrement, nous a donné un si bel exemple, lors des manifestations de Jeanne d'Arc. C'est elle qui fera l'union car son ardeur ne connaît pas le découragement, cette maladie si répandue parmi nos aînés, qui tend heureusement à disparaître de nos jours. D'un autre côté, elle n'a pas non plus l'esprit d'exclusivisme, car elle comprend toute l'étendue du danger, et elle veut absolument le conjurer avec le concours de tous les gens de bonne volonté. C'est à elle surtout que l'*Entente Nationale* s'adresse, car c'est elle qui constitue la plus grande partie de nos cadres. C'est elle qui, prenant Jeanne d'Arc pour modèle, boutera dehors tous nos ennemis du dedans : francs-maçons, juifs, métèques, internationalistes. C'est elle qui délivrera notre bien aimée Patrie de l'odieuse servitude qui l'opprime et l'étouffe, et dont elle finirait par mourir à la longue, si Dieu, qui aime la France et qui est notre Maître à tous, ne veillait sur elle, et ne se décidait enfin à la sauver en lui envoyant bientôt un sauveur, ce sauveur tant désiré, consacré par la Tradition, qui, après avoir pansé nos plaies et ranimé nos énergies, saura, comme par le passé, placer notre Pays à la tête de toutes les Nations !

(*Applaudissements.*)

Discours de M. Lucien MILLEVOYE,

Député de la Seine.

MESDAMES, MESSIEURS,

Et permettez-moi d'ajouter, chers Patriotes, puisque ce soir nous sommes entre Français.

Je remercie les organisateurs de cette belle Réunion ainsi que le Comité de l'*Entente Nationale* de m'avoir offert cette tribune populaire que je préfère, quant à moi, à toutes les autres, parce que je m'y sens plus près du cœur et de l'oreille de la Patrie.

C'est un grand honneur de parler dans ces circonstances parce que, j'ose le dire et personne ici ne me démentira, parce que jamais la France ne s'est trouvée plus près de l'abîme, parce que jamais le péril national n'a été plus grand. Jamais, au cours de son histoire si mouvementée, la France n'a été plus près de disparaître.

C'est sans aucune espèce d'esprit de parti, comme le rappelait votre Président, c'est sans aucune espèce de partialité que nous pouvons aborder cette question ; nous pouvons nous dispenser de parler politique puisque nous ne parlerons que de la France, de la France et rien que de la France.

Dans toutes les classes de la société, jusque dans les chaumières villageoises elles-mêmes, jusque dans les plus petites campagnes, des plaintes, des protestations s'élèvent. Pourquoi donc ? C'est que la politique a tout envahi, c'est que les mots de : Liberté, Fraternité mentent sur les murs et jusque dans la bouche de ceux qui les emploient ; c'est que l'égoïsme, l'insensibilité sont les seuls sentiments auxquels obéissent ceux qui font les lois. C'est pourquoi nous pouvons nous dégager des préoccupations purement politiques, nous élever au-dessus des considérations parlementaires, pour ne plus voir non pas le guidon d'un parti, mais le seul drapeau de la France ; nous ne voulons plus voir que lui, ne suivre et ne défendre que lui.

Il peut paraître étrange qu'on soit obligé de dire, dans une Réu

nion de Français, à la fin du siècle passé ou à l'aurore de celui qui commence, après tant de gloires et tant de malheurs, qu'il faut défendre le Drapeau entre Français, contre des gens qui se disent Français. Oui, c'est là la condamnation de leur régime qu'un orateur français soit obligé de dire qu'il va défendre le Drapeau de la France (*Applaudissements*).

Et cependant il le faut puisqu'il est attaqué tous les jours et souillé ; il le faut puisque sans lui l'existence nationale elle-même serait compromise ; il le faut, au lendemain d'événements qui nous paraissaient si décisifs car enfin, il n'y a pas si longtemps que nous l'avions vu ce Drapeau, jeune encore, que tant de siècles de gloires n'ont pas vieilli, nous l'avions vu, sur le champ d'une grande revue célèbre, salué par un Chef d'un puissant Empire, et au spectacle de cette Majesté impériale inclinée devant nos trois couleurs nationales, nous avions conçu l'espoir que nous représentions encore quelque chose dans le monde (*Applaudissements*).

Voilà le spectacle que nous avons eu, nous en avons eu bien d'autres depuis. Dans l'Affaire Dreyfus, dans l'Affaire des fiches, dans toutes ces sales histoires politiques, c'était lui qu'on visait, c'était à lui qu'on s'attaquait car c'était lui qui représentait dans notre passé la tradition et le souvenir, l'espoir de revanche, d'honneur et de fierté. Une secte innommable qu'il est cependant temps de nommer, une secte qui est au pouvoir a voulu attaquer dans le Drapeau l'emblême de la Patrie : c'est tout cela qu'on a voulu détruire, c'est tout cela qu'il faut défendre.

Eh bien oui, Patriotes, un crime plus grand peut-être que d'avoir exploité la France, — nous verrons pourtant à quel point, — que de l'avoir vilipendée, c'est, en face du péril extérieur, de l'avoir profondément divisée. Car le gouvernement et la secte qui l'inspire voient comme ennemi, non pas l'Allemand formidablement armé à nos frontières, non pas l'Anglais qui nous guette toujours sur tous les Océans malgré certaines apparences d'Entente Cordiale qui ne vous tromperont pas ; l'ennemi pour eux, c'est le citoyen qui leur refuse son vote, sa complaisance ou sa servilité, c'est le contribuable qui en a assez de payer avec son épargne leurs fantaisies et leurs dilapidations financières, c'est l'honnête homme dont la probité les gêne ou la conscience les flétrit. Alors, ils ont

imaginé ce système de compartiments à l'intérieur, le système des catégories et des ennemis à l'intérieur.

J'en appelle à tous ceux qui ont des propriétés hors de Paris, qui habitent la campagne ou qui y ont servi. Est-ce qu'aujourd'hui, dans chaque village, dans chaque hameau il n'y a pas deux Frances quand ce n'est pas trois Frances, la division est poussée jusque dans les familles, elle va de porte en porte, de famille en famille. Tout cela c'est leur œuvre et le plus modeste travailleur, s'il ne leur a vendu son âme, doit trembler sur son sort, sur son travail et jusque sur son gagne-pain. Voilà ce qu'on appelle aujourd'hui la République Française. C'est par là qu'ils périront car les gouvernements ne périssent que par l'ostracisme. (*Applaudissements.*)

Nous le répétons avec une conviction qu'aucune déception — et malheureusement, 13 années d'existence parlementaire me permettraient d'avoir des déceptions, et cependant je garde intacte ma foi en l'avenir de la France, — je le répète avec une conviction qu'aucune déception n'a affaiblie, il n'y aura de force et de durée possibles pour un gouvernement, quel que soit le régime, que s'il s'affranchit de la tutelle des partis et se proclame du seul Parti de la France, du parti de ses 38 millions d'habitants, ayant même origine, mêmes lois, mêmes libertés et auxquels est due même justice (*Applaudissements*).

« Mais, nous dira-t-on, c'est un rêve que vous poursuivez, vous êtes trop généreux, trop chimérique, c'est de la philosophie, de la psychologie, mais ce n'est pas de l'histoire. On n'a jamais réconcilié les partis, on n'a jamais apaisé les haines, éteint les discordes. » Et quels sont ceux qui nous dénient le droit d'essayer cette réconciliation nationale? Ce sont justement ceux qui, depuis 34 ans, troublent le pays jusque dans la profondeur de son âme et de sa conscience, ce sont ceux qui ont créé deux Frances dans cette France qui devrait être unie.

Ils disent: C'est impossible. Nous répondons: Vous avez la mémoire courte, vous êtes bien oublieux et bien ingrats vis-à-vis de votre propre Patrie. Car enfin, cette Entente Nationale, justification de votre titre, Messieurs, cette entente qui inspire et anime vos généreux efforts, s'est faite à une époque que les Français n'ont pas le droit d'oublier: sous le canon, en face des Prussiens. Et ce sont

ces gens-là qui l'on détruite sans souci de l'avenir et de la justice. Est-ce qu'à une heure que personne n'a le droit d'oublier, les Français d'où qu'ils venaient ne sont pas allés du côté de la frontière et du côté du Drapeau aussi ? N'est-ce pas pour permettre à Gambetta de dire : L'honneur est sauf, que les troupes de Bourbaki semèrent de leurs cadavres les neiges de la Franche-Comté et que les Zouaves de Charrette tombèrent à Patay dans un effort sublime? N'était-ce pas pour conserver intact l'honneur du Drapeau, l'honneur de la France que la France de la Révolution et la France de la Vendée se levèrent d'un commun accord, oubliant les querelles intestines (*Applaudissements*) ?

Il faut le dire tous les jours, on a eu ce spectacle saisissant, ce spectacle admirable et sublime de voir les catholiques, la croix sur leurs poitrines et sur leurs Drapeaux, obéir à la voix d'un petit avocat de province improvisé dictateur parce que cette voix leur parlait au nom de la France. Ils ont immolé leurs convictions pour ne rien ajouter aux déchirements de la Patrie et sont morts sous les Drapeaux de la République pour apprendre à l'Europe monarchique que l'ère des émigrations était close à jamais. On vit ce spectacle exceptionnel qu'on ne verra peut-être jamais plus, des Drapeaux de Bouvines, de Valmy et d'Iéna, autrefois divisés malgré la gloire, s'unir dans l'agonie de la patrie (*Applaudissements*).

Le prince de Bismarck l'a avoué dans ses Mémoires, il s'est trouvé en face d'une France qu'il ne soupçonnait pas, d'une France réconciliée, abjurant ses rancunes anciennes pour se consacrer tout entière à une seule haine : la haine de l'étranger. Il avoue qu'il en a tremblé.

Voilà la réponse à ceux qui disent qu'on ne peut faire l'union, l'unité nationale. On l'a bien faite cette union et ceux qui l'ont faite connaissaient ce qu'ils pouvaient attendre de la générosité du sentiment national. Il y avait un double devoir qui était cependant bien simple à remplir jusqu'au bout : se montrer reconnaissant vis-à-vis de la nation, reconnaissant vis-à-vis de l'armée.

Vis-à-vis de la nation, non seulement pour ce qu'elle a fait alors, mais pour tout ce qu'elle a fait depuis 34 ans, car jamais peut-être un peuple n'a supporté avec un tel stoïcisme, une telle simplicité, les sacrifices imposés pour avoir un budget de guerre et une armée nationale.

Au lendemain de nos revers, Thiers avait dit à l'Assemblée nationale : « Vous voulez avoir une armée nationale, faites que ce ne soit pas une illusion ». Et en effet, ce ne fut pas une illusion, cette armée qui, dès 1875 commençait à inspirer par son rajeunissement des craintes à l'Allemagne et en 87, presque sans alliée et sans appui en Europe, donna à réfléchir à l'Allemagne qui voulait nous attaquer. C'est à cette armée que nous devons 34 années de paix, d'estime et de considération dans le monde car cette armée, c'est la nation elle-même. Voilà tout ce que ces gens ont compromis dans le gâchis parlementaire, dans le gâchis politique (*Applaudissements*).

Faut-il vous rappeler la date de 1875 ? A cette époque nous n'avions qu'un tronçon d'épée dans la main, tronçon suffisant pour alarmer l'Allemagne et le prince de Ratzivil disait à notre Ambassadeur : « Vous organisez trop vite vos forces militaires. » Dans le Conseil tenu autour de l'Empereur Guillaume, la guerre était décidée et de Molkte disait : « Je demande la guerre, je la demande tout de suite comme Prussien et comme Chrétien. Je la demande comme Prussien parce qu'aujourd'hui la Prusse est prête et que la France ne l'est pas encore ; comme Chrétien parce que dans 10 ans, elle coûterait aux deux nations 100.000 hommes de plus. » Vous voyez que si Tartuffe était revenu au monde, il aurait pris le casque d'un maréchal prussien.

Ces souvenirs ne s'effacent pas et ce qui suivit non plus : l'admirable attitude de notre Ambassadeur, le général Leflos — et je prononce ce nom avec un respectueux souvenir car c'est lui qui fut vraiment mon parrain dans la vie politique, c'est le général Leflos qui m'enseigna et m'indiqua comment on aime son pays et comment on peut essayer de le relever et de le sauver avec la plume comme d'autres le sauvent tous les jours avec l'épée, — le général Leflos courut à Saint- Pétersbourg, demanda une entrevue au Tsar et parla un langage de soldat : « Sire, on veut commettre une infamie, elle ne s'accomplira pas sans que des torrents de sang soient répandus ; s'il ne reste à la France qu'un bras mutilé, elle le lèvera et votre Majesté sera obligée d'intervenir. » Il était ému et pleurait. Alexandre touché lui répondit : « Calmez-vous, général, je ne laisserai pas commettre cette infamie. » Il parla haut et ferme et la guerre fut évitée.

Quel que soit le sentiment qu'on puisse avoir à l'égard du grand peuple qui lutte si héroïquement pour sauver l'Europe de la civilisation du péril jaune, nous ne pouvons pas oublier qu'à une heure décisive la Russie nous a tendu la main, qu'elle nous a sauvés à une époque où nous n'étions pas en état de le faire nous-mêmes (*Applaudissements.*)

Puis, quand Bismarck eut réussi à entraîner la Russie vers le piège de l'Extrême-Orient, lorsqu'il lui eut laissé croire que la route de Constantinople était libre, après que la Russie eut livré de sanglantes batailles, après Plewna, après les traités de San-Stéfano et de Berlin qui lui enlevaient la moitié de ses victoires, après tant de sacrifices inutiles, le chancelier prussien crut que la France était bien seule, il essaya de se tourner vers elle pour l'achever. Il y eut l'incident Schnœbelé, ce fonctionnaire arrêté sur le sol français, entraîné brutalement sur le territoire allemand et incarcéré. La mesure était comble : la France eut une belle protestation dont elle était alors capable et dont elle sera capable demain, qnand nous l'aurons débarrassée des gens qui la déshonorent. Les armes étaient posées à la frontière, nous dîmes à l'étranger : « Viens les prendre. » Il n'est pas venu, il a reculé devant les hasards de ce choc suprême et ceux qui croyaient notre belle Patrie humiliée et courbée ont pu la voir debout dans la grandeur de son droit et la majesté de sa force (*Applaudissements*).

Et après, Patriotes, eh bien ! mais après : l'alliance russe. Comment s'est-elle faite ? Deux hommes l'ont faite : l'un, au nom de l'Armée, l'autre, au nom de la Marine : le général Boisdeffre et l'amiral Gervais. Rendons-leur cet honneur.

Ils l'ont faite, non avec le gouvernement derrière eux, — le gouvernement n'en voulait pas, — mais avec la nation qui la leur imposa dans ses meetings, dans ses réunions éclatantes. Ils l'ont faite avec l'armée en disant à la Russie : « Voilà ce que pèse l'épée de la France dans la balance de l'Europe. Pesons ensemble ce que peut valoir la vôtre. » Et ce que valaient ces deux épées réunies, cela s'appelle la paix de l'Europe de 1892 à 1904. Douze années de Paix ; c'est peu de choses dira-t-on, c'est énorme dans l'histoire d'un peuple pendant lesquelles on peut se reconstituer, regarder l'avenir, refaire à son pays un tempérament, une âme.

Ils avaient cette chance, les Chambres et les gouvernements,

d'avoir ce bouclier puissant derrière lequel ils pouvaient reconstituer la France et, au lieu de la reconstituer, ils l'ont brisée, perdue peut-être. Vous connaissez les scandales de la tribune. Guyot de Villeneuve aura le mérite d'avoir dissipé ce voile épouvantable : l'espionnage politique était autrefois un métier que l'on payait en argent ; aujourd'hui, c'est en récompenses nationales qu'on le rétribue. Jadis, l'opinion publique le condamnait, ils l'ont presque élevé au rang de vertu civique. A la belle morale : Aimez-vous les uns les autres, ils ont substitué une doctrine nouvelle : Mouchardez-vous les uns les autres.

L'Inquisition a collé son oreille aux portes pour surprendre les espérances et les regrets, la République a, suivant l'expression d'un vieux Républicain, fouillé la tête de ses fonctionnaires pour y pénétrer leurs pensées et les proscrire en masse. Elle entretient un répugnant cortège de politiciens, de quémandeurs stériles, de solliciteurs sans vergogne, cultivant la menace et la dénonciation plus ou moins anonyme, s'attachant à la fortune des puissants du jour comme les corbeaux suivent les fauves pour prendre après eux leur part de la curée.

Voilà ce qu'on appelle la Défense Républicaine aujourd'hui. C'est avec ces gens-là qu'on défend la République et l'on ajoute officiellement — le Président du Conseil nous l'a dit plus de 6 fois, mes honorables collègues ne me démentiront pas, — qu'on ne peut pas défendre la République sans le secours de ces délégués institués par le Ministre de l'Intérieur lui-même : délégués de l'Intérieur, délégués de l'Instruction Publique, des Travaux Publics et tous ces délégués qui devraient être les délégués des Travaux Forcés qui surveillent ces institutions qu'on nous dit être républicaines et qui seraient compromises, paraît-il, si on ne plaçait à côté d'elles, pour les surveiller et surveiller leurs agents et leurs fonctionnaires, tous les Vadécart et sous-Vadécart qui sont aujourd'hui le plus bel ornement du régime.

Un Auditeur. — A bas les casseroles !

M. Millevoye. — Je retiens l'interruption. Allez dans les réunions, allez-y avec ce cri très simple. Oui, à bas les casseroles. Cela suffit à tout, cela éclaire la situation. On a tour à tour crié : A bas les internationalistes, à bas les cosmopolites, à bas les Juifs, à bas les francs-maçons, ceci peut être discuté ; tandis qu'en criant : A bas les

casseroles, on attachera cette casserole à la queue du régime et il finira par en mourir (*Applaudissements*).

Oui, c'est dans ce pays où, jusqu'ici, les passions étaient ardentes et généreuses, où tous les partis s'étaient combattus à visage découvert, où l'on avait usé de violences mais où on allait, poussé par l'instinct, du côté où l'on devait trouver la lutte, des adversaires qui n'étaient point à dédaigner, c'est dans ce pays où l'on ne sait plus où se cache l'adversaire. Est-il derrière une porte ou derrière une fenêtre ? se cache-t-il sous un canapé ? est-il dans votre arrière-cuisine ? Il est partout, il s'appelle Vadécart, et Vadécart n'est qu'un symbole, il y a des centaines et des milliers de Vadécart.

Nous pourrions leur pardonner bien des choses, nous pourrions leur pardonner d'avoir employé à cette besogne tous leurs ratés, tous leurs fruits secs de la politique, d'avoir employé tous ceux qui ont au cœur et dans le sang le mauvais fiel des passions rances et des rancunes inassouvies, leur pardonner d'avoir des Combes, des sous-Combes et des quarts de Combes. Mais ce que nous ne leur pardonnerons pas, c'est d'être allés chercher sous l'épaulette et sous les plis du Drapeau des hommes auxquels ils ont enseigné cette besogne et qui l'ont acceptée. Ces hommes, leurs noms sont dans tous les journaux, ces officiers sont des lâches (*Applaudissements*).

Le ministère les conserve et il a raison, car il affirme la complicité de l'infamie, mais nous les clouerons dans l'histoire — et, en attendant, devant vous — au même pilori. Ils flétrissent l'Inquisition, mais ce sont de plus lâches et de plus vils inquisiteurs.

Allez donc, chers Amis, avec ces formules-là, devant le peuple, allez dans les réunions de vos adversaires, devant les ouvriers, surtout. On vous parlera de défense républicaine, on vous traitera de réactionnaires et de cléricaux, vous leur répondrez en leur montrant vos bonnes et loyales figures, en leur disant : « Regardez nous ? Nous venons pour vous convaincre, si nous pouvons ; parmi nous, il n'y a pas de mouchards. Nous combattons à armes égales, à visages découverts, visières baissées comme les anciens chevaliers. Vous, vous êtes allés chercher à Venise des procédés que Venise elle-même n'accepterait pas aujourd'hui. Vous n'êtes même plus des Républicains de Bas-Empire, même plus des Républicains de basse République, vous êtes d'une République innommable. »

Voilà ce qu'il faut leur dire : « Vous vouez votre République à un tel système qu'elle en mourra. » (*Applaudissements répétés.*)

Pour l'honneur de la République et pour celle des hommes qui peuvent supposer qu'un tel système est défendable, j'espère que cette affaire sera balayée avant les élections générales, qu'on aura même oublié ces infamies et que nous n'aurons même point à en parler, car le sujet est infiniment trop douloureux. J'espère que le gouvernement qui personnifie et défend le système actuel ne sera plus sur les bancs du pouvoir, j'espère que nous pourrons reprendre entre Français le libre cours des discussions doctrinales et historiques sur lesquelles l'entente peut se faire, comme ce soir, sur lesquelles on peut différer d'idées, mais qui, en définitive, sont bien les éléments de la vie nationale.

Nous reviendrons à notre histoire, c'est toujours là qu'il faut en revenir. Ce que ces gens-là ne comprennent pas, ce qu'ils ne sentent pas, c'est ce qui nous anime, nous donne l'espérance dans les luttes futures, c'est que nous avons gardé un idéal intangible, nos espérances continuent l'histoire de la France (*Applaudissements*).

L'idéal, qu'est-ce donc ? Est-ce simplement l'amélioration du bien-être ? Non, c'est quelque chose d'essentiellemen immatériel. J'entends parler, ce soir, d'immatérialisme avec l'assentiment de l'Assemblée, mais j'ai eu souvent l'occasion de parler chez les socialistes ; je me suis trouvé en présence d'hommes qui prétendent qu'aujourd'hui il faut s'occuper de l'amélioration du sort du plus grand nombre, de l'amélioration du bien-être. Eh bien ! toutes les fois que j'ai parlé de la France, que je leur ai présenté notre idéal, celui de la France, j'ai été compris, applaudi et suivi.

Il faut un idéal pour vivre, car on ne vit pas seulement avec l'espoir d'améliorer sa condition. Il y a dans le cœur de l'homme un sentiment inné qui fait que des milliers d'êtres cherchent au-delà de la vie l'accomplissement suprême de la destinée. On a beau déposer de la boue sur cette âme, l'âme c'est l'âme, et la nation c'est la nation : l'âme n'abandonne pas les traditions nationales (*Applaudissements*).

Quand on vient dire au peuple qui a eu Bouvines, qui a eu Jeanne d'Arc, qui a eu Denain, Valmy, Iéna, Sidi-Brahim, Chateaudun, Patay, quand on vient lui dire après cette histoire éblouissante : « Tout cela est fini, occupe-toi de ton comptoir, occupe-toi

de tes affaires et rien que de tes affaires ; ferme ton âme à ce qui l'entraîne vers une destinée plus haute », ce peuple vous écoutera une heure, mais ne vous suivra pas le lendemain car son histoire lui apparaît bientôt avec ses magiques souvenirs. Je vous défie de faire un pas sans vous sentir mus par votre propre histoire. (*Applaudissements.*)

Cette histoire est celle de 10 siècles ; il y a eu des malheurs, des crimes, du sang même, mais il y a eu toujours et avant tout un idéal tellement haut que toute la terre en est encore éblouie. Il faut voyager à l'étranger, parcourir les pays où l'on ne nous aime pas — et on ne nous aime nulle part, quoiqu'on en dise, parce que nous avons laissé partout une trace profonde de notre puissance. La fraternité, nous l'avons imposée avec les victoires et les conquêtes de nos Révolutions, conquêtes qui ont peut-être été fécondes, mais cruelles aussi. La France est un soldat, on a beau faire pour l'abaisser, pour essayer de lui persuader qu'elle ne l'est plus ; on a beau le crier au reste du monde, le reste du monde ne le croit pas et ce qu'il admire en nous, c'est le casque, c'est l'épée, c'est la couronne, c'est ce qui reste du passé, qui agrandit le domaine moral et matériel de notre pays (*Applaudissements*).

Allez au-delà du Rhin, au-delà des Alpes, au-delà de la Manche, ceux qui affectent de rire de notre France en sont encore troublés plus qu'ils ne veulent en convenir et dans ce sentiment d'inquiétude qu'inspire notre pays, il y a quelque chose d'infiniment flatteur et d'infiniment redoutable pour nous-mêmes. Flatteur, parce que, quoi que les politiciens fassent pour nous abaisser, personne ne croit à notre abaissement définitif ; infiniment redoutable, parce que, tandis que nous nous endormons à la suite des doctrines et des prédications internationalistes, dans cette douce illusion d'une faiblesse rassurante, les autres pays se fortifient. Il y a illusion quand un déclamateur, un Jaurès affirme éloquemment à ses auditeurs — j'allais presque dire à ses victimes — que les armes tomberont, que les socialistes allemands sont prêts à imposer le désarmement au gouvernement impérial, que la révolution triomphera en Russie, qu'elle s'étendra rapidement de la Russie à l'Italie, de l'Italie à l'Amérique et qu'elle fera le tour du monde comme jadis le Drapeau Tricolore. Cette illusion est tellement puérile qu'il faut vraiment une mentalité extravagante pour la discuter.

Nous avons plusieurs fois demandé à Jaurès de s'expliquer, il s'y est toujours refusé à la tribune parlementaire, ce qui n'est pas loyal et laisse entendre qu'il ne peut développer ses théories que devant un auditoire préparé. Du reste les faits ne lui donnent-ils pas un démenti, à cette heure où le chancelier d'Allemagne dit aux Socialistes allemands : « Vous allez me donner de nouveaux crédits pour de nouveaux canons. » Ne les a-t-il pas obtenus ? L'Allemagne n'est-elle pas plus forte que jamais ? Sa marine — et les deux éminents amiraux qui sont ici, MM. de Cuverville et de la Jaille, ne me démentiront point, — n'est-elle point en marche vers un progrès continu qui va peut-être lui permettre très prochainement de dépasser la nôtre et nous serons en infériorité vis-à-vis de la marine du pays qui nous a vaincus en 1870 ? Dans quelle situation serons-nous ? Dans celle où était Carthage vis-à-vis de Rome lorsqu'elle eut livré ses généraux et ses soldats, c'est-à-dire qu'il nous faudra chercher dans un suprême désespoir le salut qu'on n'y trouve pas toujours, ou nous incliner devant le vainqueur.

Nous serons le satellite, l'appoint, quelque chose qui pèsera plus que nous dans les destinées du monde, nous qui avons dirigé le monde. Que ceux qui s'en consolent le disent. Ici, on ne trouvera personne pour dire qu'on accepte cette déchéance militaire de la France (*Applaudissements*).

Nous venons dans vos réunions vous demander de protester à l'avance contre ce système qui fait que l'on bourre ce pays d'illusions et de chimères essentiellement dangereuses, qui cachent la réalité.

La réalité, c'est l'Allemagne armée, c'est l'Allemagne guettant l'Autriche d'un regard de convoitise, s'apprêtant à inonder ce pays, déjà si ébranlé par les divisions intestines, de son armée accrue et menaçante.

La réalité, c'est l'Italie restant armée dans le système de la Triple-Alliance. C'est l'Angleterre nous endormant comme elle l'a toujours fait sous les apparences d'une feinte et hypocrite amitié, d'une fausse sécurité et qui, tandis qu'elle nous prodigue la formule de l'Entente Cordiale, active la production, la construction de ses arsenaux, crée une marine contre laquelle elle espère que se briseront toutes celles de l'Univers.

La réalité, c'est le péril extérieur s'étendant, se déplaçant,

allant jusqu'en Extrême-Orient, créant le péril jaune, menaçant l'Indo-Chine. C'est l'invasion possible et probable de notre colonie par le Japon victorieux ou vaincu.

La réalité, c'est que nous avons eu une armée coloniale, une armée admirable, armée qui a étendu jusqu'aux extrémités du monde, en 30 ans, notre empire sur lequel le soleil ne se couche jamais, armée qui a fait en 30 ans ce que l'Angleterre avait fait en deux siècles, œuvre colossale, devant laquelle s'inclinent avec respect les patriotes. (*Applaudissements.*)

Oui, patriotes, ce sont les Dodds et les Galliéni qui ont donné cet empire à la France, cet empire pour lequel nos politiciens ne prennent aucune mesure défensive. D'un côté, nous avons l'Allemagne plus forte, l'Angleterre tout aussi hypocrite et aussi forte ; de l'autre, notre empire colonial, démésurément accru, menacé par une puissance nouvelle qui se lève à l'Orient, et en face de nous qui? le Pelletan de la Marine et, hier, l'André de la Guerre, l'indiscipline dans les équipages et dans les arsenaux, la désorganisation méthodique de toutes les forces vives de la France et quelque chose de plus effrayant encore, que Copin-Albancelli vous montrera tout à l'heure, avec la précision de dialectique qu'il possède. Il vous montrera qu'il n'y a pas là quelque chose de bizarre, une simple coïncidence, un simple malheur, mais que c'est quelque chose de voulu, de préparé.

Il y a, il faut bien le dire, un système qui veut que la France s'affaiblisse et peut-être qu'elle disparaisse, il y a une secte qui domine tous les pouvoirs, qui commande au gouvernement. On ne peut admettre que la Patrie s'affaiblisse par hasard, par une inadvertance, une négligence qui se prolonge trop pour qu'elle soit vraisemblable; il y a quelque chose de plus. A aucune époque de notre histoire, quand la France a été vaincue, on n'a jamais pu élever le soupçon de trahison : après les Croisades, après Poitiers et Crécy, après les défaites de Louis XIV, celles de la Révolution, celles de l'Empire, il y avait des gouvernements qui pouvaient s'être trompés, jamais on n'a élevé ce doute qu'il y avait une secte qui ne recevait pas ses ordres, ses inspirations de la Nation elle-même, qui allait les chercher au-dehors et voulait achever notre défaite. On ne peut plus douter aujourd'hui, après les calomnies et les diffamations à l'adresse de l'armée pendant l'Affaire Dreyfus,

après avoir vu les actes de la majorité actuelle. Cherchez bien plus haut et Copin-Albancelli vous dira qu'il a trouvé une organisation secrète qui dirige au nom de l'étranger, contre la France, le système permanent de ruine, de décomposition et de mort. Voilà ce que nous dénonçons.

Oui, et nous pouvons nous servir à notre tour d'une formule célèbre, dire : *J'accuse* ces hommes d'avoir calomnié l'histoire, d'être incapables de la continuer, de nous conduire à l'honneur, d'avoir perdu le sentiment national s'ils l'ont jamais eu. J'accuse nos gouvernants d'aller chercher leur inspiration dans une association qui a osé se revendiquer des intérêts français, mais qui a des chefs qui ne sont pas Français. Je les accuse de ne plus être en communauté d'idées, de sentiments et de cœur avec nous, avec vous tous. (*Applaudissements*)

Il n'y a pas un Français ici qui ne sente que si Vadécart paraissait dans cette salle, il ne lui indiquerait la porte par des moyens aussi prompts que violents. Vous traiteriez ainsi les sous-ordres. Mais que pensez-vous de ceux-là qui les dirigent? Si c'est ainsi que doit être traité Vadécart, comment se fait-il que nous n'ayons pas pu traiter autrement M. Combes, cet homme qui se maintient au pouvoir sans un programme, sans une idée, sans raison d'y rester, par la volonté toute puissante d'une secte? Cette secte est devenue assez puissante pour rédiger les ordres du jour qui le sauvent, pour les dicter à des républicains qui en gémissent et leur faire suivre une conduite qu'ils savent manifestement contraire à la République, secte assez puissante pour imposer à toutes les forces sociales, administratives et législatives une honte qu'elles nous confient dans les couloirs leur paraître absolument intolérable.

Tout ceci au nom de qui et de quoi? Nous fera-t-on croire que c'est un Laferre qui a débité de bredouillantes et longues explications à la tribune, qui dirige une aussi vaste entreprise, un aussi monstrueux système de gouvernement? Est-ce lui qui, avec nos collègues dont nous connaissons, je ne dirai pas l'insuffisance, mais du moins la demi-suffisance, représente un système aussi formidable? Non, ces hommes nous les connaissons, nous les avons jugés.

Il y a un mot d'ordre; c'est ce mot d'ordre qui a voulu que Dreyfus fût innocenté malgré six conseils de guerre et fût présenté

comme le martyr de l'île du Diable. Il y a cette force mystérieuse qui poursuit méthodiquement la désorganisation de toutes les forces nationales. Cherchez donc la coïncidence ! Demandez-vous ce que cela veut dire. A qui cela peut-il servir ? A la France ? Non. A la République ? Non plus. A l'étranger ? Oui et c'est l'étranger qui en profite.

Un dernier mot, patriotes. Cette armée dont vous êtes, cette armée sous les drapeaux de laquelle vous avez passé, ou vous passerez un jour, cette armée s'appelle la FRANCE, c'est la FRANCE elle-même, c'est la tradition militaire. Vous voyez tout ce que vous avez à défendre pour rester une nation, tout ce que vous avez à aimer pour garder au cœur le sentiment de l'honneur, de l'idéal. (*Applaudissements.*)

Quand on perd le sentiment de sa patrie, on perd le sentiment de ses aïeux, on n'a plus le droit de s'incliner sur leurs tombes qui protesteraient, on n'a plus le droit d'avoir des berceaux dont les enfants seraient esclaves. Ce sentiment, c'est le vôtre, Mesdames. Aidez-nous pour l'avenir, pour vous-mêmes, pour vos enfants à faire respecter ce sentiment et à le défendre. (*Triple salve d'applaudissements.*)

Discours de M. ROGER-LAMBELIN.

Conseiller Municipal de Paris

Messieurs,

Un grand homme d'Etat anglais prononça, il y a quelque trente ans, une phrase prophétique : « L'histoire de cette fin de siècle se confondra avec l'histoire des Sociétés secrètes. » La prédiction de lord Beaconsfield ne s'est que trop complètement réalisée en ce qui concerne la France. Notre histoire, à la fin du XIXe siècle et à l'aube du XXe, se confond étroitement avec celle de la Franc-Maçonnerie.

Pour traiter un pareil sujet, je n'ai ni l'éloquence entraînante de M. Lucien Millevoye, ni la documentation et l'autorité de M. Copin-Albancelli. Je ne peux vous offrir que ma bonne volonté et mon entière franchise.

Faut-il l'avouer ? Pendant longtemps, je croyais qu'on exagérait un peu l'influence exercée par cette secte néfaste sur les destinées du pays. Mais aujourd'hui ce serait nier l'évidence que de la contester.

Par ailleurs, un évêque avait dit un mot qui fut souvent répété : « Nous ne sommes pas en République ; nous sommes en Franc-Maçonnerie. » A mon avis, la formule manquait d'exactitude, car si nous sommes incontestablement en Franc-Maçonnerie, nous ne sommes pas moins incontestablement en République, les deux institutions étant devenues adéquates et inséparables. Ce sont deux têtes sous le même bonnet phrygien (*Applaudissements*).

Le Comité de l'Entente Nationale, composé de bons Français, patriotes ardents et avertis, a voulu, en organisant cette réunion, attirer et retenir l'attention publique sur les menées antimilitaristes des adeptes du Grand-Orient. Il a été bien inspiré, car cette conspiration, dont nous saisissons maintenant tous les fils, est une des manifestations les plus perfides, les plus dangereuses, les plus antinationales de l'esprit révolutionnaire.

Les guerres — quoi qu'en disent les commis-voyageurs en Con-

grès pacifistes, — dureront autant que l'humanité. Les petites querelles entre peuples, sans valeur et sans portée, seront peut-être apaisées par des tribunaux d'arbitrage, mais les grands conflits, issus des antagonismes de races, des oppositions d'intérêts politiques et économiques, ne se résoudront jamais autrement que par les armes. C'est en ce sens que Joseph de Maistre a pu dire : « La guerre est d'institution divine, puisque c'est une loi du monde. »

Faut-il le déplorer outre mesure? Non, car les guerres, quels que soient les deuils et les tristesses qui leur font cortège, exaltent les courages et enfantent les héros. Ce sont des stimulants et des toniques pour les tempéraments des peuples; elles mettent du fer dans le sang.

Après les désastres de 1870-1871, après l'écrasement de la Commune, l'âme française semblait s'être ressaisie.

Une assemblée nationale, représentant les meilleurs éléments sociaux du pays, présidait à nos destinées. Elle avait libéré le territoire et rétabli nos finances. L'immense majorité des Français n'avait plus qu'une préoccupation patriotique : reconstituer une armée puissante et vigoureuse, capable de venger l'outrage fait par l'Allemagne et de reconquérir les belles provinces perdues.

Les hommes de ma génération qui, à cette époque, étaient sur les bancs des collèges, ont gardé un souvenir précis de ces années de recueillement et d'espérances, et si, dans leurs regards, on voit parfois passer une expression de tristesse et de mélancolie, c'est que, malgré le temps écoulé, ils portent encore le deuil de leurs illusions disparues.

Cependant, un effort grandiose fut accompli. Une loi de recrutement, très judicieusement conçue, fixa à cinq ans la durée normale du service militaire, tout en réduisant à un an et même à six mois la présence sous les drapeaux de la seconde portion du contingent. L'institution des engagements conditionnels d'un an permit de ne pas tarir à leurs sources les vocations libérales.

La loi des cadres et de l'organisation de l'armée complétèrent harmonieusement celle du recrutement, et le travail si compliqué, si important de la mobilisation, qui prévoit les moyens de faire passer une armée du pied de paix au pied de guerre, fut entrepris et rapidement mené à bonne fin.

Nous allions donc avoir une armée nombreuse, bien organisée,

puissamment outillée... Mais on avait compté sans les Francs-Maçons et les Républicains — laissez-moi les unir dans le passé, puisqu'ils sont si unis dans le présent, — qui, encouragés par quelques élections partielles, relevaient la tête, et, par étapes successives, allaient reprendre possession du pouvoir.

Sans doute, ils n'osaient pas encore rééditer leurs théories des dernières années de l'Empire et prôner l'abolition des armées permanentes ; mais, au fond des loges, s'élaborait déjà le programme des attaques méthodiques à diriger contre les forces vives de la France.

On a pu reconstituer aisément le plan de campagne de la Franc-Maçonnerie contre la liberté religieuse et la liberté de l'Enseignement; il n'est pas plus difficile de retrouver celui qui fut conçu pour affaiblir et détruire l'armée.

Du jour où l'Assemblée nationale, manquant à sa mission, vota la Constitution bâtarde de 1875, caricature de la Monarchie parlementaire, antichambre de la vraie République, les ennemis de l'armée comprirent qu'ils avaient le champ libre, et qu'à la condition de marcher lentement, ils arriveraient sûrement au but.

Ils exigèrent d'abord qu'on leur sacrifiât plusieurs commandants de corps d'armée. Le maréchal de Mac-Mahon, à qui ils avaient déjà fait avaler tant de couleuvres — passez-moi cette expression triviale, mais imagée, — eut un haut le cœur. Il refusa de collaborer à cette décapitation de l'armée et donna sa démission de président de la République.

Ses successeurs à l'Elysée n'eurent pas de pareils scrupules ; ils sanctionnèrent toujours, avec résignation ou avec joie, les mesures hostiles à l'armée, décidées dans des conciliabules secrets et votées par les Chambres.

On humilia l'armée tout entière en la contraignant à participer à la première exécution des décrets contre les Congrégations. On l'humilia encore en l'obligeant à parader, le 14 juillet, devant les autorités civiles, et en décrétant fête nationale l'anniversaire d'une émeute sanglante et de l'assassinat des vieux soldats désarmés qui gardaient la Bastille (*Applaudissements prolongés*).

On expulsa de l'armée des princes qui n'avaient commis d'autre crime que de servir bravement et modestement la France, pendant les heures sombres de l'invasion. Tous les officiers auraient dû se

sentir personnellement touchés, quand on porta ainsi atteinte à la propriété des grades (*Applaudissements*).

Après avoir frappé à la tête, on visa plus bas. Pour affaiblir les cadres inférieurs et diminuer la valeur des soldats, on modifia la loi de recrutement. Le service militaire fut réduit à trois ans, et vous savez qu'un projet de loi, fixant à deux ans sa durée, est actuellement soumis aux Chambres. S'inquiète-t-on de savoir s'il est possible en un si court espace de temps de former un soldat, un caporal, un brigadier, un sous-officier? Pas le moins du monde. En Allemagne, où l'esprit militaire et la discipline sont plus développés qu'en France, où la manie égalitaire fait moins de ravages, le service minimum est de trois ans pour la cavalerie et l'artillerie montée.

Après avoir frappé les chefs et amoindri la valeur des troupes, il fallait briser la cohésion morale de l'armée, désorganiser les services d'Etat-Major, semer la division et la haine, là où existaient autrefois la camaraderie et l'esprit de corps... L'affaire Dreyfus d'abord, la délation organisée ensuite, furent les deux béliers, les deux machines de guerre mis en mouvement pour ébranler ce qui pouvait encore rester debout de l'édifice militaire.

De l'affaire Dreyfus, je dirai peu de chose. Un prince exilé, dans une admirable lettre adressée au colonel de Parseval, signala, dès le début de l'affaire, l'objectif poursuivi. Notre ami Charles Maurras s'est attaché, avec autant d'énergie que de talent, à réfuter point par point toutes les fantaisies dreyfusiennes. S'il était un argument final à ajouter pour établir la culpabilité du capitaine juif, ce serait celui-ci : le gouvernement de M. Combes, qui dispose d'un pouvoir quasi absolu, qui manie la magistrature comme le directeur du Guignol manie ses pantins, n'a pas encore réussi à faire réhabiliter le traître... (*Bravos répétés*).

Nous devons féliciter de tout cœur M. Guyot de Villeneuve d'avoir fait la preuve de cette ignoble campagne de délation, entreprise sous la présidence de M. Loubet, sous le gouvernement de la Défense Républicaine, et qui transforma les bureaux de la rue Saint-Dominique en succursale des bureaux de la rue Cadet, (*Applaudissements*).

Il s'est trouvé des ministres pour tenter de justifier ces honteuses pratiques, et une majorité parlementaire pour les couvrir.

Le général André fut, il est vrai, débarqué après le geste vengeur de ce malheureux Syveton, dont la mort tragique est encore environnée d'ombres si mystérieuses. Mais son successeur s'est borné à déplacer les officiers félons au lieu de les chasser de l'armée, et le ministre Combes, loin de renoncer à la délation comme mode de gouvernement, a eu l'audace de la régulariser et de la codifier en d'étonnantes circulaires.

Il a fallu du mérite à nos officiers et à notre armée pour résister à de pareils assauts. L'empereur Guillaume l'a constaté dans une allocution où il exprima la crainte que si l'armée allemande avait été soumise à de pareilles épreuves, elle n'y eût peut-être pas survécu.

En même temps qu'il portait à l'armée des coups directs, le gouvernement de la République s'attachait à faire pénétrer dans les esprits l'idée que l'armée n'avait plus de raison d'être, puisqu'il ne devait plus y avoir de conflits entre les peuples...

On n'avait prévu ni la guerre sud-africaine, ni la guerre russo-japonaise.

Gambetta, qui dut sa réputation de patriote à ses proclamations de guerre à outrance et à ses rodomontades de Génois de Gascogne et de Gascon de Gênes, avait trouvé une formule habile pour endormir les patriotes qui n'avaient pas accepté sans révolte l'idée d'une décadence irrémédiable de leur pays et rêvaient de futures revanches : « L'Alsace-Lorraine, avait-il dit, pensons-y toujours, mais n'en parlons jamais. » En réalité, il y pensait si peu qu'il faisait remercier Bismarck d'avoir favorisé en France l'établissement de la République, et qu'il s'efforçait d'entrer en relations suivies avec le chancelier par l'intermédiaire du mari de la Païva.

L'abandon de l'Egypte, l'envoi d'une escadre à Kiel pour y saluer les flottes sorties tout armées du cerveau de la Germanie victorieuse, la reculade honteuse de Fachoda, la récente convention anglo-française : tels furent les coups de sonde jetés dans les masses populaires par la Franc-Maçonnerie, pour constater que nous étions résignés à notre déchéance, et que, désormais, la France était tombée au rang des États de second ordre, consultés pour la forme, quand il s'agit de combinaisons mondiales.

Si nous n'avons plus de rôle à jouer en Europe, si notre fierté nationale s'y résoud, à quoi bon entretenir une armée et une ma-

rine devenues sans objet? Les économistes et les contribuables trouvent que les armées coûtent fort cher, les citoyens estiment qu'elles occasionnent pour eux ou leurs enfants de pénibles corvées. Donc plus d'armée, c'est la logique des choses. Mais sans armée, il ne reste plus qu'à descendre la France de saint Louis, d'Henri IV et de Louis XIV dans un tombeau sur lequel on gravera l'inscription : FINIS GALLIÆ. (*Applaudissements.*)

Comment les sociétés secrètes ont-elles pu réussir si complètement dans leur œuvre de désagrégation sociale et de démilitarisation? Parce que rien ne leur a résisté, et de cette absence de résistances organisées, il faut rendre responsables les institutions, plus encore que les hommes. (*Applaudissements.*)

Pour n'avoir voulu reconnaître ni Dieu ni maître, nous avons fini par accepter une tyrannie abominable, une domination abjecte, selon l'expression de M. Millerand.

A une armée comme à un pays, il faut un Chef.

Au frontispice de sa remarquable *Enquête sur la Monarchie,* Charles Maurras a inscrit les paroles qu'Homère a mises dans la bouche d'Ulysse, le plus sage des Grecs : « Le Commandement de plusieurs n'est pas bon. Qu'il y ait un seul Chef : un Roi. »

Un Chef, un Roi, c'est ce qu'il faut à la France, pour vivre et prospérer (*Bravos et acclamations*).

Lorsque j'étais, comme jeune lieutenant, chargé de l'instruction des conditionnels, je me souviens de les avoir interrogés sur les principes de la subordination formulés dans le service intérieur. Le commencement allait tout seul. Le soldat doit obéissance au caporal, le caporal au sergent et ainsi de suite, mais quand on arrivait aux plus hauts grades de la hiérarchie, les élèves étaient perplexes et fort embarrassés. A qui doit obéir le commandant de corps d'armée? Au ministre de la guerre... Mais si le ministre est un civil, un capitaine de territoriale comme le titulaire actuel? Et le ministre lui-même à qui doit-il obéissance? Au président de la République?

Quand ce président était un maréchal de France, la chose pouvait s'admettre, mais quand le Chef de l'État républicain se nomme Grévy l'austère, ou Loubet le Panamiste, cette subordination paraît plus contestable (*Applaudissements*).

D'ailleurs la Constitution n'accorde pas au Président une autorité

bien étendue, puisqu'il ne peut rendre un décret sans le contreseing d'un ministre et qu'il dépend des Chambres dont il est l'élu.

En dernier ressort, l'autorité suprême, dans la hiérarchie militaire, appartient à cet être collectif, irresponsable, à ce monstre aux huit cents têtes qui s'appelle le Parlement !

En vérité, il faut à l'armée un Chef permanent, indiscuté. Dans tous les pays d'Europe, ce Chef né, c'est le Souverain (*Applaudissements*).

Il existe à Paris une société d'escrime qui a pour emblème une épée à moitié sortie du fourreau et pour devise ces mots : « Ne me tire jamais sans raison, ne me rentre pas sans honneur. »

Messieurs,

Ne vous semble-t-il pas que l'armée c'est l'épée de la France ! Pour qu'elle soit redoutable, il faut qu'une main vigoureuse et coutumière de son maniement en tienne la garde : la main du chef.

Si ce chef est un dictateur d'aventure, élevé au pavois par un événement imprévu, par le caprice d'un scrutin, dont un autre scrutin peut annuler l'effet, vous n'êtes pas assurés que l'épée ne sera jamais tirée qu'à bon escient, dans l'intérêt national.

Jetez un regard sur l'histoire du dernier siècle. Souvenez-vous des guerres si imprudentes de Napoléon Ier en Russie, en Espagne ; de celles si impolitiques de Napoléon III en Crimée, en Italie, au Mexique. Malgré tant d'héroïsmes dépensés, les premières aboutirent à Waterloo, les autres à Sedan.

Pendant les quinze années de la Restauration, la Monarchie fit deux campagnes infiniment utiles et conformes à notre tradition. L'une affirma notre prestige en Orient en assurant l'indépendance hellénique, l'autre nous donna Alger, sentinelle de la Méditerranée, porte de l'Afrique, Alger conquise à la barbe de l'Angleterre et malgré ses menaces.

Il nous faut donc un chef puisant sa force dans les entrailles mêmes du pays, pénétré de son histoire, incarnant sa race (*Applaudissements*).

Ce Chef, par le principe qu'il représente, par les garanties qu'il offre, peut à la fois sauvegarder les libertés publiques et assurer la gloire de nos destinées.

Je le salue comme le sauveur, le seul capable de forger à nouveau l'épée de la France, ébréchée, faussée, à moitié brisée par la Juiverie et la Franc-Maçonnerie. Et cette vaillante épée, symbole de notre chère armée, nous aurons alors la certitude qu'elle ne sera jamais tirée sans raison ni rentrée sans honneur.

(*Applaudissements. — Cris de Vive le Roi !*)

Discours de M. COPIN-ALBANCELLI,

Président de la *Ligue de Défense Nationale contre la Franc-Maçonnerie*

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Millevoye vous disait tout à l'heure, avec sa belle, noble, et vibrante éloquence, qu'à aucune époque, même parmi les plus sombres de notre histoire, il n'avait été parlé de trahison chez nous, même après Crécy, Poitiers, Azincourt, pages qui sont encadrées de deuil et de sang ; jamais en effet le mot de trahison n'avait été prononcé avant la fin du XVIII[e] siècle. Tandis qu'aujourd'hui, ajoutait-il, on sent la trahison partout.

Nous l'avons vue, il y a quelques années, installée à l'Etat-Major : c'était un juif, Dreyfus, qui portait alors le drapeau de la trahison. Aujourd'hui, vous avez raison, Millevoye, ce n'est plus seulement dans le cœur de Dreyfus que la trahison a trouvé asile. Elle est au cœur même du pays, elle règne partout avec la maçonnerie : au Ministère de l'Intérieur, au Ministère des Affaires Etrangères, au Ministère de la Marine, au Ministère de la Guerre. Nous avons un ministre de la guerre franc-maçon, alors que l'ordonnance du Maréchal Soult non rapportée interdit aux officiers de faire partie de la maçonnerie. Un ministre de la guerre franc-maçon, n'est-ce pas là une des choses les plus étranges de ce temps ? Les loges sont les temples de la délation, c'est-à-dire du déshonneur. L'armée au contraire est l'école de l'honneur. Et c'est un franc-maçon, c'est-à-dire un habitué des temples du déshonneur, qu'on a choisi comme chef de l'école de l'honneur ! (*Applaudissements.*)

La trahison est partout, grâce à la franc-maçonnerie dont une partie persiste à se dire Patriote, mais dont tous les actes, en réalité, semblent dirigés par un sentiment toujours favorable à la politique protestante anglaise, ou à la politique protestante allemande et toujours défavorable à la politique de la France catholique.

Si bien que la trahison étant ainsi installée au cœur du pays, il arrive que la France, à l'heure où nous sommes, est peut-être en train de mourir sans que, semble-t-il, nous y puissions grand chose.

Et c'est pourquoi, permettez-moi de vous le dire, quelle que soit votre foi politique, c'est pourquoi je ressens une véritable souffrance, une souffrance que je ne saurais exprimer, chaque fois que j'entends des cris comme ceux qui tout-à-l'heure s'opposaient les uns aux autres: Vive la République! Vive l'Empereur! Vive le Roi![1]

Mais que devrait nous importer, je vous le demande, que la République, ou le Roi, ou l'Empereur vive, si la France meurt?

J'ai comme vous une foi politique. Mais je m'impose maintenant de l'ignorer. Je ne veux plus la connaître. Je ne sais plus, je ne veux plus savoir qu'une chose, c'est que la France périt. Et c'est pourquoi c'est à elle que va mon souhait de vie. A l'heure critique où nous sommes, mon cœur ne connaît qu'un souhait de vie, qu'un cri : Vive la France! Or, pour qu'elle vive, voici ce dont nous devons nous pénétrer.

Quel que soit le régime politique dont nous puissions jouir, tant que nous n'aurons pas terrassé l'hydre maçonnique, tant que nous n'aurons pas coupé la tête du monstre, rien de stable ni d'honnête ne pourra être fondé. Et c'est à cause de cela que je ne cesserai de vous répéter : donnons le vigoureux labour antimaçonnique, nettoyez le champ politique et social de toutes les saletés, de tous les immondices dont on l'a couvert depuis cent ans; quand nous aurons fait cela, alors seulement nous parlerons des semailles et, plus tard encore, des récoltes.

Je regrettais, en venant ici, de ne pas avoir sous la main tous les documents tendant à montrer que depuis longtemps la franc-maçonnerie à cherché à pénétrer dans l'armée. A l'heure qu'il est, je ne puis songer à vous lire même le peu que j'ai apporté. Dans son œuvre de désorganisation de nos forces militaires, la franc-maçonnerie a rencontré des résistances. Plusieurs ministres de la guerre ont interdit aux officiers de faire partie d'associations, quelles

1. Nous devons à la vérité de faire remarquer que seul le cri de : *Vive la République!* n'a pas été poussé au cours de cette Réunion. Quant aux cris de *Vive le Roi! Vive l'Empereur!* s'ils ont pu choquer M. Copin-Albancelli et quelques assistants, ils ne nous ont en rien surpris ni chagrinés ; nous respectons toutes les convictions, pourvu qu'elles soient sincères, saines et raisonnées. (Voir à ce sujet ce que nous disons au début de notre brochure, page 6, et la lettre très intéressante adressée au *Panache*, page 49.) (Note du Comité de l'*Entente Nationale*.)

qu'elles fussent. Mais, chose curieuse, et qui ne peut, comme le disait Millevoye, être l'effet du hasard, il est toujours arrivé qu'après que ces ministres avaient rendu un décret de ce genre, une influence occulte se mettait en mouvement et parvenait à faire déclarer que l'interdiction ne s'appliquait pas à la franc-maçonnerie. Le Maréchal Soult, seul, tint bon, malgré les réclamations des loges, réclamations cependant bien pressantes, et laissa subsister son décret d'interdiction qui visait spécialement les associations maçonniques.

A ce décret, le Conseil de l'Ordre répondit par une adresse où la cause de la Franc-Maçonnerie était défendue avec cette hypocrisie onctueuse par laquelle se distinguent ceux des documents maçonniques qui sont destinés à la publicité.

Il y était dit, entre autres choses :

« La Franc-Maçonnerie n'est pas une société secrète inhérente à un pays, c'est une institution généreuse... qui compte des siècles de durée et ne s'est jamais signalée dans le monde que par sa sagesse et ses bienfaits et qui, après avoir contribué à la civilisation, ne peut pas périr... Ses principes et ses lois sont une garantie pour tous, même pour nos officiers ; l'amour de l'ordre et de nos institutions est le premier sentiment qu'elle inspire... (C'est pourquoi sans doute, depuis cent ans, les francs-maçons ont renversé tous les gouvernements). Les discussions politiques et religieuses sont expressément interdites dans nos réunions et la moindre infraction à cette prescription trouverait sa peine dans l'autorité du Grand-Orient, car il ne veut servir de manteau à aucun parti, de quelque couleur qu'il soit. Mais ce n'est pas assez, Monsieur le ministre, sa morale et sa doctrine, loin d'être dangereuses, apprennent aux hommes ce qu'ils doivent à Dieu, à eux-mêmes, aux autres hommes et à leur Patrie. Son but et son symbole, c'est le bonheur de l'homme par l'éducation, le travail, la moralisation et la stricte observance de tous les devoirs. La bienfaisance est aussi dans ses attributions sociales. »

Arrêtons-nous ici pour constater en passant que cette bienfaisance s'est traduite par la création d'*un* orphelinat dans lequel on ne reçoit que les fils des francs-maçons, bien que ce soient les contribuables profanes qui payent une partie des frais.

Pourquoi donc la franc-maçonnerie se montrait-elle si chagrine

que le Maréchal Soult interdît aux officiers de faire partie des loges? Est-ce donc qu'elle aimait réellement l'armée et qu'elle souffrit de l'en voir séparée? Est-ce qu'elle éprouvait le besoin de fortifier ses sentiments d'honneur au contact des sentiments d'honneur des officiers? Du tout. Voilà en effet l'opinion qu'avait la franc-maçonnerie de cette armée dont elle désirait si ardemment voir les officiers fréquenter ses temples. Nous la trouvons exprimée dans un discours du F.·. Faure aux « Amis Réunis de Cette ». Le F.·. Faure disait :

« Pénétrez au fond de cet être qu'on appelle le soldat, essayez l'analyse psychologique de tout homme qui porte un sabre et vous verrez que le désir de paraître, de briller, de tenir de la place et, par conséquent, de prendre la place des autres est le mobile qui le fait agir. Il parle de dévouement, d'abnégation envers la Patrie ; mensonges que tout cela : le premier objet de son culte, c'est lui-même ; et je ne vois en lui que la personnification la plus complète de l'égoïsme. »

Voilà l'opinion de la franc-maçonnerie sur les officiers. En voulez-vous une autre expression : « C'est précisément, disait le F.·. Bourceret, parce que nous sommes les ouvriers de la pensée et les champions de la fraternité universelle que nous avons pour ennemis les ambitieux et les égoïstes qui veulent dominer leurs semblables, créer des castes et maintenir des privilèges dans la Société. Ces hommes-là sont d'irréconciliables ennemis, quelle que soit la forme de leur costume, qu'ils portent une toge ou une soutane, ou même une épée. »

D'autres francs-maçons soutenaient en loge ou dans leurs écrits que l'uniforme militaire n'était qu'une livrée comme une autre. Alors, pourquoi donc la franc-maçonnerie désirait-elle voir les colonnes de ses temples « décorées », suivant l'expression maçonnique, par ces officiers qu'elle déclarait si méprisables? C'est qu'elle voulait les corrompre. Il en fut d'ailleurs ainsi à l'époque qui précéda la Révolution.

La franc-maçonnerie a préparé la Révolution pendant 70 ans; elle y travailla en préconisant des idées qui, d'abord, ne semblaient pas dangereuses. Elle offrait à ceux qu'elle attirait dans ses temples une doctrine qui prétendait n'être que la reproduction de l'enseignement évangélique de liberté, d'égalité et de fraternité. Mais avec

une habileté perverse on détourna cette doctrine de son véritable sens. Dans cette formule dont le premier auteur avait fait une formule de rédemption, on introduisit peu à peu le fiel qui devait empoisonner notre société, et l'affoler au point de la mettre en insurrection contre toutes ses traditions. Pourquoi cette révolte d'une race contre elle-même? Ah! c'est que la franc-maçonnerie sentait qu'on ne pouvait détruire un peuple comme la France qu'en coupant ces deux racines du grand arbre national: la foi politique et la foi religieuse. (*Applaudissements.*)[1]

Après cette préparation par les idées, vint la préparation par les faits. Depuis 1886 jusqu'en 1889, la franc-maçonnerie essaya d'introduire dans ses loges les représentants de l'armée comme elle y avait introduit les représentants de la noblesse qu'elle avait attirés en trompant leurs sentiments de générosité, comme elle y avait attiré les prêtres en faisant parade de ses sentiments évangéliques de fraternité. Elle y attira particulièrement ceux des officiers qui, le jour où la royauté serait attaquée, devaient être les premiers appelés à la défendre, ceux des Gardes-Françaises.

Ce fut précisément la même campagne qui se fait aujourd'hui dans l'armée, qui fut faite auprès des Gardes-Françaises. On exerça sur eux les mêmes tentatives, la même pression qu'on exerce aujourd'hui, grâce aux brochures contre l'armée que les francs-maçons répandent de tous côtés, auprès des conscrits surtout, de façon à corrompre leur intelligence et leur esprit de dévouement et de discipline.

C'est toujours la même tactique et vous savez quels en furent les résultats, il y a 115 ans; nous sommes en droit de nous demander ce qu'on nous prépare pour demain. Le même complot a d'ailleurs été tramé à la fin de l'Empire. Car de même que la franc-maçonnerie a trahi la royauté, ne cessons jamais de le répéter, de même

1. Les applaudissements qui accueillirent ces paroles de M. Copin-Albancelli lui montrèrent qu'il se trouvait à ce moment en communion d'idées avec l'assistance. — Si la Franc-Maçonnerie a cherché et cherche encore à détruire la France « en coupant ces deux racines du grand arbre national : la foi politique et la foi religieuse », il nous appartient à nous autres, bons Français, de nous appliquer à sauver notre pays en faisant repousser ces deux racines primordiales, c'est à dire en restaurant chez nous la foi politique et la foi religieuse : la logique nous impose cette conclusion, que M. Copin-Albancelli, avec son sens des réalités, ne saurait repousser. (Note du Comité de l'*Entente Nationale.*)

elle a détruit la République de 1848 pour faire l'Empire, puis elle a détruit l'Empire pour prendre sa place. A la fin de l'Empire, le maréchal Niel voulait organiser sérieusement la garde mobile, car il savait ce qui se faisait en Allemagne où l'on préparait notre écrasement. Que trouva-t-il en face de lui ? L'opposition maçonnique.

Aux nécessités de la défense nationale, Jules Simon opposait les théories humanitaires. Il raillait la clairvoyance de Thiers et celle des officiers organisateurs. Il parlait de la religion du désarmement....

Et c'est ainsi que nous fûmes conduits d'une façon insensible à l'affaiblissement et à la défaite de la France en 1870. Aujourd'hui nous voyons la franc-maçonnerie reprendre la même campagne de désorganisation de l'armée et, phénomène curieux, toujours comme dans les années qui précédaient la guerre franco-allemande, nous ne voyons cela qu'en France.

Il y a des maçonneries dans les autres pays, dans les pays protestants en particulier, elles y sont même bien plus nombreuses que dans les pays catholiques : il y a plusieurs centaines de milliers de francs-maçons en Angleterre ; en Allemagne, de même ; tandis qu'en France il n'y en a que 30.000.

Or les francs-maçons anglais ou allemands ne s'attaquent pas aux traditions politiques, religieuses ou sociales de leur pays. Pas plus en Angleterre qu'en Allemagne, on ne les voit jamais s'opposer aux armements nouveaux ; jamais on n'a vu un franc-maçon anglais combattre l'impérialisme anglais, ou un franc-maçon allemand refuser de nouveaux crédits à l'empereur. Non, c'est contre la France que s'est tourné l'effort destructeur, corrupteur et désorganisateur de la franc-maçonnerie.

Y aurait-il véritablement un complot tramé contre la vie et l'existence de la France ? Est-ce que cela peut se supposer? est-ce qu'il ne vous semble pas que ceci dépasse toute conception possible? Et cependant n'est-il pas vrai qu'on juge un arbre à ses fruits? Est-ce que, de même, on ne doit pas juger les théories par les faits qu'elles engendrent? Or quels sont ici les fruits et les faits? Ce sont l'affaire Dreyfus, précédée par l'œuvre de corruption entreprise chez nous depuis vingt-cinq ans, je veux dire : cette campagne de corruption des intelligences qui se manifeste de tant de façons, au

théâtre, dans les livres, dans les brochures, dans les journaux qui sont de plus en plus démoralisateurs. Cette campagne est menée dans l'armée, dans les administrations, dans toutes les sphères, en haut, en bas ; elle atteint toutes les sources de la vie nationale. Si l'on remonte à l'origine, si on lit les documents, on voit que cette organisation des destructions morales précédant les destructions matérielles a toujours son premier point de départ dans quelque officine maçonnique (*Applaudissements*).

Et pourquoi ? direz-vous. C'est que, derrière la maçonnerie, on l'a dit bien souvent, il y a autre chose. La maçonnerie n'est qu'un masque. Les figures grotesques qui nous apparaissent : les Brisson, les Ponchon, les Cocula, les Lafferre, les Pasquier, les Vadecart et tous les autres qui figurent dans les convents ou comme signataires des fiches, tous ces gens-là ne sont que des apparences. Ce sont des pantins destinés à attirer les regards du peuple, mais dont une volonté mystérieuse et qui veut demeurer cachée tient les fils invisibles.

Quelle est cette volonté mystérieuse ? Qui est-ce qui se dissimule ainsi derrière la franc-maçonnerie ? C'est une autre société secrète, plus secrète que n'est la franc-maçonnerie, inconnue de celle-ci, comme celle-ci l'est de nous. Cela vous semble peut-être étrange, cela peut paraître un rêve ; et cependant c'est exact.

Regardez d'ailleurs ce qui se passe en bas ; vous voyez la franc-maçonnerie créer des groupes de libre-pensée, des Ligues de Droits de l'Homme, des Amicales d'Instituteurs, groupes qui sont la couverture de la maçonnerie, le masque dont elle se sert. Les documents établissent que ces groupes ont été créés par elle avec mille précautions pour que ceux qui s'y trouvent embrigadés ne se doutent pas que l'âme maçonnique est l'âme qui les fait agir.

De même que la maçonnerie s'enveloppe de ces sociétés qui lui font comme une ceinture protectrice en même temps qu'elles multiplient ses moyens d'action, elle sert aussi à son tour d'enveloppe de protection et d'agent d'exécution à une autre société dont elle ignore les plans, comme les chevaux qui composent une cavalerie ignorent les plans à l'exécution desquels ils servent.

Que peut-il y avoir derrière la maçonnerie ? Il ne peut y avoir là qu'une société juive (*Applaudissements*). C'est la puissance juive qui est derrière la puissance maçonnique et qui l'a créée. Et c'est pré-

cisément parce que la puissance juive est internationale, qu'elle a eu l'idée de créer une franc-maçonnerie, elle aussi, internationale; idée qui ne pouvait venir à personne qu'à elle, il y a deux siècles.

Si l'on admet cela, on comprend l'histoire de ces deux derniers siècles. Si on ne l'admet pas, on ne saurait s'expliquer la succession de tant d'étranges événements. La société juive cherche à s'infiltrer dans les nations chrétiennes, comme la maçonnerie cherche à s'infiltrer dans l'armée. Ce n'est pas parce qu'elle l'aime, c'est parce qu'elle la hait. L'idée juive est l'ennemie de l'idée chrétienne; et c'est naturel. Il y a dix-huit siècles, les juifs croyaient posséder la vérité religieuse et être les seuls à la posséder. Ils se croyaient le peuple privilégié de Dieu. Ils considéraient comme un crime de mêler leur sang à celui des autres peuples. Tout à coup, une religion paraît qui les rejette dans l'ombre et leur dit : « La vraie religion la voici ! » Comment une haine implacable n'existerait-elle pas dans l'esprit de ce peuple qui a eu assez d'énergie et de moyens d'action pour se perpétuer dans le cours des siècles, alors qu'il était dispersé par petits groupes au milieu des nations hostiles dans lesquelles il aurait dû être noyé depuis des siècles? Comment ce peuple si extraordinairement tenace ne manifesterait-il pas éternellement sa haine contre le christianisme?

Il arriva qu'à un moment donné, le christianisme s'est disloqué. Grâce au protestantisme, le monde chrétien fut brisé en deux. La haine du juif ne s'est pas tournée contre les protestants qui ne sont que l'émiettement de la chrétienté, mais contre les catholiques qui sont le noyau solide. Or il advint que, par suite de certaines circonstances historiques, grâce à de grands ministres, de grands rois et de grands guerriers, la nation française qui était restée catholique fit la loi à l'Europe. C'est donc contre la France que devait logiquement se tourner tout l'effort judaïque. Mais les Juifs ont expérimenté par l'échec de la tentative de protestantisation qu'on ne détruit pas l'idéal français lorsqu'on l'attaque en face, ouvertement. Ils l'attaqueront sournoisement. Ce n'est pas pour le gêner. Les armes non plus n'ont pas facilement raison de la France. On créera donc une Société secrète, qui n'usera que de certaines armes intellectuelles savamment empoisonnées et qui, sous des apparences d'hypocrite fraternité, ira porter son effort destructeur dans les sources mêmes de la vie nationale. Puisqu'il faut, pour détruire le

catholicisme, détruire cette France qui le soutient et le supporte, eh bien ! on la détruira, C'est pourquoi, en France, la franc-maçonnerie fut toujours obstinément destructrice des forces vives, je veux dire des traditions de la Nation (*Applaudissements*) ; tandis qu'étudiez les maçonneries étrangères, celles surtout des pays protestants, aucune n'est anti-religieuse ni anti-nationale. Il n'y a que chez nous que nous constatons ce phénomène.

Quels moyens la maçonnerie a-t-elle employés pour poursuivre la destruction de la France? Les derniers événements nous l'ont montré, elle n'emploie pas les armes, mais le mensonge. Elle disait : « Je ne m'occupe pas de politique, je ne m'occupe pas de religion. » Elle s'occupe si peu de politique qu'à l'heure actuelle, il y a 450 députés et sénateurs francs-maçons, alors qu'il n'y a que 30.000 francs-maçons en France ; elle s'occupe si peu de religion que, en raison des haines religieuses déchaînées par elle, nous en sommes venus à oublier que nous sommes tous frères, tous fils de la France, de la même Patrie, descendants des mêmes aïeux.

La franc-maçonnerie n'a cessé de mentir. Chaque fois qu'elle a parlé, elle a menti. Elle a fait plus encore. Vous avez vu la manière ignoble dont elle s'est conduite envers l'armée ; elle a corrompu les officiers, elle ne s'est pas contentée de les espionner ; elle a été remuer ce qu'il pouvait y avoir de bas au fond du cœur de certains d'entre eux, et elle en a fait des délateurs, des traîtres envers leurs frères d'armes. Voilà la maçonnerie vue d'en bas.

Si l'on peut faire de telles constatations au bas de l'échelle maçonnique, vous pensez qu'on doit voir bien d'autres choses en haut. Jetons donc un coup d'œil dans certains compartiments de la haute maçonnerie.

Je dis : la haute maçonnerie. C'est qu'en effet, la maçonnerie n'est pas une simple société secrète, identique dans toutes ses parties. Non ! Elle est formée par un enchevêtrement de sociétés qui sont secrètes les unes pour les autres. Il en est d'ailleurs ainsi dès les sphères inférieures. Les apprentis ignorent ce que font les compagnons, lesquels à leur tour ignorent ce que font les maîtres, et ainsi de suite. Tout l'ensemble des grades maçonniques connus, depuis celui d'apprenti jusqu'à celui de 33[e], n'est encore qu'un rideau destiné à cacher ce qu'il y a derrière ; ou, si l'on veut, une assise supportant d'autres séries d'étages superposés, mais de

mieux en mieux cachée dans des brouillards qui s'épaississent de plus en plus à mesure qu'on monte plus haut. Et la grande règle demeure implacable : les maçons d'en bas ignorent ce qui se passe et même ce qui existe au-dessus d'eux. Mais, au contraire, ceux d'en-haut n'ignorent rien de ce qui est au-dessous. Ils connaissent tous les éléments qu'ils peuvent utiliser, toutes les ressources dont ils peuvent disposer grâce à l'organisation. L'enchevêtrement des groupes est donc tel que les supérieurs pénètrent les inférieurs, qu'ils y ont les pieds et les mains pour les agiter et les secouer, et qu'ainsi, ce sont précisément les groupes les plus inconnus, les plus insoupçonnés qui gouvernent les autres.

En 1820, par application de ce système, un groupe maçonnique, appelé la Haute-Vente, se constitua en Italie, au-dessus des loges, des ventes, des sociétés de carbonari qui existaient déjà. Le procédé de constitution fut simple. Il consista en une sorte de sélection par laquelle on fit sortir secrètement des rangs quarante des plus fanatiques carbonari auxquels fut adjugée la direction des affaires politiques. Ils prirent des pseudonymes, Vendice, Volpe, Picolo-Tigre, etc..., et constituèrent la Haute-Vente sous la présidence de l'un d'eux : Nubius.

En 1825, deux carbonari, Targini et Léonidas Montanari, en assassinèrent un autre qui avait cessé de fréquenter l'association et qu'ils soupçonnaient de trahison. Ils furent condamnés à mort et moururent très courageusement. A cette occasion, Nubius écrivit une lettre dont je vais vous lire certains extraits. Ils vous montreront quelques-uns des trucs employés par les chefs des mouvements révolutionnaires, et aussi les crimes dont ils sont capables. Le document authentique se trouve à la bibliothèque du Vatican. Il fut mis à la disposition de Crétineau-Joly lorsqu'il composa son ouvrage : *L'Eglise Romaine en face de la Révolution.*

« J'ai assisté, écrivait Nubius, avec la ville entière, à l'exécution de Targhini et de Montanari ; mais j'aime mieux leur mort que leur vie. Le complot qu'ils avaient follement préparé, afin d'inspirer la terreur, ne pouvait pas réussir ; il a failli nous compromettre : donc leur mort rachète ces petites peccadilles. Ils sont tombés avec courage, et ce spectacle fructifiera...

... « Nous avons donc des martyrs. Afin de faire pièce à la police de Bernetti, je fais déposer des fleurs, et beaucoup de fleurs, sur le

fossé où le bourreau a caché leurs restes. Nous avons adopté des dispositions en conséquence. Nous craignions de voir nos domestiques compromis en faisant cette besogne ; il se trouve ici des Anglais et des jeunes misses romanesquement antipapistes, et ce sont eux que nous chargeons de ce pieux pèlerinage. L'idée m'a paru aussi heureuse qu'aux susdites jeunes blondes. Ces fleurs, jetées pendant la nuit aux deux cadavres proscrits, feront germer l'enthousiasme de l'Europe révolutionnaire. »

Je parlais de trucs. Celui des Anglais et des jeunes misses blondes « romanesquement antipapistes » qu'on envoie jeter des fleurs sur la tombe des « cadavres proscrits » ne montre-t-il pas bien à quel point les chefs des mouvements révolutionnaires se moquent du public ?

Mais continuons la lecture de la lettre de Nubius. Nous y rencontrons quelques lignes plus bas, un autre truc qui, lui aussi, est très révélateur.

... « A propos de fleurs, nous avons fait demander par un de nos plus innocents affiliés de la Franc-Maçonnerie, au poète Casimir Delavigne, une *Messénienne* sur Targhini et Montanari. Ce poète, que je vois souvent dans le monde des arts et des salons, *est bonhomme :* il a donc promis de *pleurer un hommage pour les martyrs* et de fulminer un anathème pour les bourreaux. Les bourreaux seront le Pape et les prêtres. Ce sera toujours autant de gagné. Les correspondants anglais feront merveille aussi, et j'en connais plus d'un qui ont embouché la trompette épique en l'honneur de la chose. »

Ne voilà-t-il pas de quoi faire réfléchir les écrivains naïfs et les journalistes gobeurs qui chantent les immortels principes en se figurant que c'est arrivé ?

Mais nous touchons maintenant aux choses graves. Voici en quels termes Nubius les exprime.

... « C'est pourtant une fort mauvaise œuvre que de faire ainsi des héros et des martyrs. La foule est si impressionnable devant ce couteau qui tranche la vie ; elle passe si rapidement, cette foule, d'une émotion à une autre ; elle se prend si vite à admirer ceux qui affrontent avec audace le suprême instant...

... « Un jour, si nous triomphons et si, pour éterniser notre triomphe, il est besoin de quelques gouttes de sang, *il ne faut pas*

accorder aux victimes désignées le droit de mourir avec dignité et fermeté. De pareilles morts ne sont bonnes qu'à entretenir l'esprit d'opposition et à donner au peuple des martyrs dont il aime toujours à voir le sang-froid. C'est un mauvais exemple ; nous en profitons aujourd'hui ; mais je crois utile de faire mes réserves pour les cas ultérieurs. *Si Targhini et Montanari, par un moyen ou par un autre (la chimie a tant de merveilleuses recettes !) étaient montés sur l'échafaud abattus, pantelants et découragés,* le peuple n'en aurait pas eu pitié.

... « Je ne suis pas né cruel, je n'aurai jamais, je l'espère, de gloutonnerie sanguinaire : mais qui veut la fin, veut les moyens. Or, je dis que, dans un cas donné, nous ne devons pas, nous ne pouvons pas, même dans l'intérêt de l'humanité, nous laisser enrichir de martyrs malgré nous. Est-ce que vous croyez qu'en présence des chrétiens primitifs, les Césars n'auraient pas mieux fait d'affaiblir, d'atténuer, de confisquer, au profit du Paganisme, toutes les héroïques démangeaisons du ciel que de laisser provoquer la ferveur par une belle fin ? *N'aurait-il pas mieux valu médicamenter la force d'âme, en abrutissant le corps?* **Une drogue bien préparée, encore mieux administrée, et qui débiliterait le patient jusqu'à la prostration, serait, selon moi, d'un salutaire effet.** Si les Césars eussent employé les Locustes de leur temps à ce commerce, je suis persuadé que notre vieux Jupiter Olympien et tous ses petits dieux de second ordre n'auraient pas succombé si misérablement. La chance du Christianisme n'eût point, à coup sûr, été si belle. On appelait ses apôtres, ses prêtres, ses vierges, à mourir de la dent des lions dans l'amphithéâtre ou sur les places publiques, sous le regard de la foule attentive. Ses apôtres, ses prêtres, ses vierges, mus par un sentiment de foi, d'imitation, de prosélytisme ou d'enthousiasme, mouraient sans pâlir et en chantant des hymnes de victoire. C'était à donner l'envie de s'immoler ainsi...

.... « Si ces pauvres Césars eussent eu l'honneur de faire partie de la Haute-Vente, *je leur aurais tout simplement demandé de faire prendre aux plus hardis des néophytes* **une potion selon l'ordonnance,** et on n'aurait plus compté de nouvelles conversions, parce qu'il ne se serait plus trouvé de martyrs. »

« C'est par principe d'humanité politique, que je crois devoir proposer un pareil moyen. »

« Si on eût condamné Targhini et Montanari à mourir en lâches, *si on eût aidé à cette sentence par quelque ingrédient de pharmacie*, Targhini et Montanari seraient, à l'heure qu'il est, deux misérables assassins, qui n'ont pas même osé regarder la mort en face. Le peuple les tiendrait en profond mépris, il les oublierait...

.... « *Je voudrais donc, qu'en cas d'urgence, il fût bien décidé que nous n'agirons pas ainsi...*

.... « La Révolution française, qui a eu tant de bon, s'est trompée sur ce point. Louis XVI, Marie-Antoinette et la plupart des hécatombes de l'époque sont sublimes de résignation ou de grandeur d'âme. On se souviendra toujours (et ma vieille grand'mère m'a plus d'une fois fait pleurer en me le racontant), on se souviendra toujours de ces dames défilant devant la princesse Élisabeth au pied de la guillotine, et lui faisant leur profonde révérence, comme au cercle de la cour de Versailles; ce n'est pas ce qu'il nous faut. *Dans une circonstance donnée, arrangeons-nous pour qu'un Pape et deux ou trois Cardinaux meurent comme de vieilles femmes, avec toutes les transes de l'agonie et dans les épouvantes de la mort*, et vous paralysez les dévouements d'imitation. Vous épargnez les corps, mais vous tuez l'esprit.

« C'est le moral qu'il importe d'atteindre; c'est donc le cœur que nous devons blesser. Je sais tout ce qu'on peut objecter contre un pareil projet; mais tout bien considéré, les avantages surpassent les inconvénients. *Si le secret nous est fidèlement gardé*, vous verrez à l'occasion l'utilité de ce nouveau genre de médicament. Une petite pierre mal engagée dans la vessie, a suffi pour réduire Cromwell : *Que faudrait-il pour énerver l'homme le plus robuste, et le montrer sans énergie, sans volonté et sans courage aux mains des exécuteurs*? S'il n'a pas la force de cueillir la palme du martyre, il n'y a point d'auréole pour lui, par conséquent plus d'admirateurs et de néophytes. Nous coupons court aux uns comme aux autres, et ce sera une grande pensée d'humanité révolutionnaire qui nous aura inspiré une semblable précaution. Je la recommande au *memento*. »

Et moi, je recommande cette page infâme à vos méditations.

Je la recommande surtout à ces catholiques d'une sérénité d'âme si étrange, j'allais dire si suspecte, qui ne se décident pas à entrer dans le mouvement anti-maçonnique parce que leur douceur leur

interdit d'être anti quoi que ce soit, même sans doute anti-assassins.

Tandis qu'ils regardent le ciel, tels sont les monstrueux complots qui sont tramés contre la foi qu'ils devraient, semble-t-il, songer un peu plus à défendre.

Pour nous, nous savions jusqu'ici que le parti que nous combattons était celui du mensonge, de l'hypocrisie, du Panama, de Fachoda, de Dreyfus, le parti de la délation et de la trahison. Nous savons maintenant que ce parti est aussi le parti des salisseurs de cadavres. (*Applaudissements répétés.*)

C'était bien l'heure, n'est-il pas vrai, de vous lire une page comme celle-ci : car ce n'est pas au hasard qu'il faut attribuer les calomnies ignobles que nous voyons répandues par la presse blocarde contre l'un des nôtres, tombé dans nos rangs, mort à l'avant-garde. (*Applaudissements.*)

Tandis que surpris par les attaques furibondes dont sa mémoire est l'objet, nous hésitons, nous nous demandons jusqu'à quel point il a pu prêter le flanc, eux n'hésitent pas. Ils entassent calomnies sur calomnies, infamies sur infamies, écrivant en grec celles qu'ils n'osent pas écrire en français. Et pourquoi donc garderaient-ils quelque retenue, alors que nous entendons leurs chefs leur dire que c'est « pour obéir à une grande pensée d'humanité révolutionnaire » qu'il leur faut refuser « aux victimes désignées le droit de mourir avec dignité » ?

J'ai cru, Mesdames et Messieurs, que ce n'était pas sortir de l'objet de cette réunion que vous montrer, par le document dont je vous ai donné lecture, jusqu'à quelle profondeur peut descendre la perversité maçonnique. J'ai cru qu'il était temps d'essayer d'ouvrir les yeux à certains catholiques, de leur faire comprendre que s'ils refusent à combattre, ils périront et que, dans les tragiques circonstances actuelles, c'est livrer une bataille utile que défendre celui qui est tombé pour notre cause et qui n'est si ignoblement attaqué que parce qu'il n'est pas là pour se défendre lui-même. (*Applaudissements.*)

Je termine en vous faisant remarquer que le défendre c'est aussi défendre l'armée, puisque s'il a été abattu, c'est tandis qu'il frappait les désorganisateurs de nos forces militaires et nationales ; et qu'enfin c'est obéir à la tradition française qui est celle de la générosité, tandis que nos adversaires obéissent en la circonstance à la tradition maçonnique, qui est celle de l'infamie et de la lâcheté. (*Triple salve d'applaudissements.*)

Discours de M. l'amiral de la JAILLE,

Président de la Réunion.

MESDAMES, MESSIEURS,

Vous avez entendu ce soir la parole vibrante d'orateurs convaincus, énergiques et distingués entre tous :

M. Lucien Millevoye, député de la Seine, dont les échos du Palais-Bourbon nous ont maintes fois rapporté les beaux accents patriotiques, tels que ceux que nous venons d'applaudir. (*Applaudissements.*)

M. Roger-Lambelin, conseiller municipal de cet arrondissement où s'exercent plus que partout son action bienfaisante et sa grande influence, et qui nous a parlé ce soir de l'armée avec une âme d'officier. (*Applaudissements.*)

M. Copin-Albancelli dont l'ardente et chaleureuse éloquence est toujours prête à envoyer au sein de la franc-maçonnerie des traits acérés et les coups les plus durs. (*Applaudissements.*)

Tous les trois ont vengé, ce soir, nos armées de terre et de mer des injustices et des vilenies commises contre elles en vue de les amoindrir, de les démoraliser et de les déconsidérer. Tous les trois ont également flétri les procédés honteux d'espionnage et d'inquisition, organisés dans les cabinets officiels avec le concours des Loges, contre le mérite personnel ou contre la religion des officiers qui ne manifestent pas les qualités politiques ou maçonniques voulues.

Que de remerciements ne devons-nous pas aux hommes d'honneur qui ont divulgué et stigmatisé la délation et ont déchiré le voile derrière lequel se cachaient les plus indignes pratiques, pratiques auxquelles, hélas, nous avons eu la tristesse de voir participer des officiers, même des officiers supérieurs ! Hâtons-nous de dire que ceux-là sont tous affiliés aux Loges. (*Applaudissements.*)

Comme il faut donc peu de temps à la boue pour salir les choses les plus belles et les plus honorées, puisque déjà elle a marqué de ses taches des officiers ! — rares, certainement, mais ne sont-ce pas précisément ceux-là que le pouvoir d'aujourd'hui voulait réserver pour les premiers rangs dans l'avenir ?

Il y a quelques années à peine, l'armée était encore une grande famille, la grande famille militaire où la confiance régnait entre tous et était le reflet de ce dévouement réciproque qu'engendre la belle, la bonne et vraie discipline.

Le chef ignorait alors ce qu'étaient les idées ou les rêves politiques de son subordonné, et celui-ci n'avait nul souci des préfé-

rences même gouvernementales de son chef. C'est qu'aucune question de politique n'était agitée entre eux et leur silence à cet égard était une sorte de coquetterie implicitement convenue et voulue par eux. N'était-ce pas la meilleure garantie d'une complète et parfaite correction et l'assurance d'un bon loyalisme?

Car, en cet état, chacun avait le respect, tout au moins l'observance des devoirs et des droits hiérarchiques, et considérait que ses services étaient donnés, non point à un ministre ou à un parti, mais bien à la Patrie, à la France, et dus à son drapeau toujours fièrement porté. (*Applaudissements.*)

Chacun était toujours prêt à marcher, à obéir ou commander, selon le cas, ne voyant comme susceptible de l'arrêter sur sa route qu'un seul frein : celui de sa conscience!

Aussi c'était un grand caractère que celui d'une armée ainsi établie sur le Devoir et sur l'Honneur et c'est lui qu'on veut détruire, sans doute parce qu'il est intimement lié au patriotisme le plus pur.

D'ailleurs Caractère, Devoir, Honneur, Patrie, ne sont-ils pas les bases de la vertu, sinon la vertu militaire elle-même, celle qui fait mourir le soldat sans faiblesse sur le champ de bataille? Préservons-la, Messieurs, sauvons-la cette vertu ! nous, puisque les francs-maçons n'en veulent plus, nous dit-on. S'ils n'en veulent plus, c'est parce qu'ils savent qu'elle ne peut exister sans les grands sentiments qui élèvent l'âme vers Dieu, et Dieu... ils en ont peur! (*Applaudissements.*) A leur volonté de détruire, opposons la volonté de résister avec ténacité. La ténacité! elle sera notre sauvegarde; elle nous permet dès aujourd hui l'espérance; bientôt, avec l'aide de Dieu, elle nous donnera la victoire! (*Applaudissements.*)

MESDAMES, MESSIEURS,

Notre réunion est finie, mais avant de lever la séance, je voudrais faire entendre, avec nos vœux, des félicitations méritées au Comité de l'ENTENTE NATIONALE et à son sympathique président, M. le Docteur Le Fur. (*Applaudissements.*) Je suis convaincu que vous voulez bien vous associer à moi pour reconnaître l'avance déjà conquise, pour applaudir aux études qui se poursuivent dans le Comité et à l'alliance heureuse qui s'y fait progressivement sur les graves questions du jour. Aujourd'hui l'*Entente Nationale* a voulu vous faire parler de l'armée. C'est pour l'armée une marque de courtoisie et de sympathie à laquelle elle est certainement très sensible. Je remercie l'*Entente Nationale* en lui exprimant l'espoir que nous la retrouverons bientôt pour nous parler d'autres questions non moins importantes.

Je renouvelle aux vaillants orateurs dont vous avez applaudi les paroles éloquentes les remerciements de l'Assemblée à qui j'exprime la plus vive reconnaissance pour la sympathie qu'elle nous a montrée ce soir. (*Applaudissements.*)

L'ENTENTE NATIONALE devant la Presse.

Ne pouvant reproduire tous les comptes rendus consacrés par les journaux de Paris ou de province à notre dernière Réunion sur « *l'Armée et la Franc-Maçonnerie* », nous nous contenterons de citer, en dehors de l'analyse qu'en a donnée la *Vérité* et que nous avons reproduite au début de notre brochure, quelques extraits de journaux concernant surtout le but et le programme de l'*Entente Nationale :*

Du **Panache :**

Appel à la sincérité.

La réunion si intéressante de l'*Entente Nationale*, organisée avec un zèle si éclairé par MM. le Dr Le Fur et Herblin, et dans laquelle notre ami M. Roger-Lambelin prononça un si éloquent discours, a inspiré à un assistant la lettre suivante adressée au *Panache :*

Monsieur le Directeur,

En assistant l'autre soir à la séance de l'*Entente Nationale*, j'ai éprouvé des impressions très nettes ; il s'est fait dans mon cerveau, presque involontairement, certaines comparaisons frappantes et je viens vous demander de les exposer dans le *Panache*, car elles me semblent pouvoir projeter un rayon de clarté dans le lugubre brouillard où nous évoluons en rond sans pouvoir retrouver notre route. Quand je dis *nous*, je parle de l'opposition en général, non des royalistes qui, au contraire, suivent la rangée d'arbres séculaires qui bordent la route. Ils vont à tâtons et bien doucement, je l'avoue, mais enfin ils ne peuvent pas se perdre et, tôt ou tard, ils arriveront au bout. — Et voilà ce qui fait à mes yeux la grande valeur de l'*Entente Nationale*. C'est une ligue qui *va droit*, tout en restant ouverte à ceux qui arrivent de côtés et d'autres, mais veulent bien cheminer avec elle et étudier le terrain sincèrement, ne fût-ce que quelques heures, sur la voie traditionnelle. — Le fléau de notre époque, ce qui prolonge indéfiniment la crise, c'est l'acharnement avec lequel les honnêtes gens organisent la Tour de Babel : plus on se sent de répugnance pour un compromis, plus une concession paraît humiliante et dure, plus ils s'appliquent à la répandre, à la faire accepter... *par vertu !* — Cette curieuse méthode a servi à enrôler contre eux-mêmes l'élite de ceux dont le métier, la charge, la raison d'être étaient de garder intacts les principes de foi et de patriotisme. — Ne voulant pas, par une sorte de fierté, s'avouer leur découragement apeuré, ils ont cherché une formule pour masquer

la désertion à leur propre conscience et ils ne l'ont que trop bien trouvée, hélas ! Le diable s'y connaît ! c'est parce qu'ils sont *saints*, parce qu'ils sont détachés des liens de ce monde, que nos chers ecclésiastiques et cléricaux s'appliquent à apaiser les résistances contre la persécution, qu'ils usent de leur sublime influence pour dépouiller les soutiens de la *défense positive* et *efficace* afin de faire de la *défense légale*. Le vampire électoral, nourri par eux comme une précieuse idole, engloutit tout ce qui pourrait servir à payer les traitements de nos curés dans quelques mois : c'est si beau comme oubli de soi-même, que les larmes en viennent aux yeux, tant d'admiration que de piété ; seulement, c'est grâce à eux, que les chrétiens seront à la merci du gouvernement et que les églises seront fermées sans remède. On attend pour cela que nos derniers sous soient versés dans l'urne sans fond. La patience, la résignation, le pardon des injures, la charité prêchés avec le style religieux qui empêche que les dévots discutent, tout cela est arrivé à un résultat étrange, à une formule bizarre : « Pas de politique ! » Or, qu'est-ce que la politique ainsi comprise ? Ce sont les principes de famille, de la fidélité à une parole donnée à une époque quelconque à un chef, l'obligation de *servir* et d'*obéir* dans un parti où on a trouvé sa place marquée en naissant, le devoir surtout de partager les douleurs comme les efforts des siens.

Ces efforts, pour les ignorer, on va travailler sur le terrain soi-disant neutre ; puis on les nie si quelque indiscret les rappelle, et on déclare que pour éviter toute politique, il faut « se soumettre au régime existant ». *Etre républicain de fait sans l'être de cœur, ce n'est pas faire de la politique, c'est défendre la foi seule.*

A merveille ! mais c'est servir le diable au nom de Dieu !

Enfin, la politique selon cette école nouvelle, c'est tout l'héritage de vaillance et de franchise qui tant de fois a relevé la France et qu'on nous enjoint doctoralement d'abandonner, stigmatisant l'honneur d'orgueil et la bravoure de folie. Dans toutes les familles royalistes ce drame déchirant se renouvelle et, comme il est *intime*, se passant entre mère et fille, frère et sœur, ou amies d'enfance, personne n'ose en parler ; mais la souffrance devient trop vive, il faut que quelqu'un proteste, pour que d'autres cessent de gémir ; je le fais de toutes mes forces et comme l'autre soir à l'*Entente*, je lance mon « Vive le Roi ! » — Tout aussitôt résonne à mon oreille cet autre appel : « et l'*Entente* ? », puis les paroles de M. Copin-Albancelli : « Je déplore d'entendre ces cris divers : Vive la République ! Vive « l'Empereur ! Vive le Roi ! quand la patrie meurt et que nul ne « devrait crier que Vive la France ! »

— Mais, Monsieur, pour les Royalistes crier « Vive le Roi », c'est crier : « Vive *la vie* de la France ». Je pense qu'il en est de même pour les Républicains sincères, lorsqu'ils crient : Vive la République ! Et encore de même pour les Impérialistes convaincus lorsqu'ils crient :

« Vive l'Empereur! » Je m'incline devant leur bonne foi, comme j'exige qu'ils saluent la mienne, réservant toute ma commisération pour ceux qui cachent ce qu'ils pensent et qui établissent à l'état de principe la nécessité de le cacher. Oh ! non ! assez de ce jeu indigne de Français ! et dont l'exécution dans ses *détails* est plus répugnante qu'on ne saurait le croire : cachotteries, mensonges, brouilles, commérages.

La France redeviendra la France chevaleresque des tournois ou elle ne sera plus, et c'est aider la franc-maçonnerie à l'étrangler que d'étouffer ses plaintes. Ceux qui s'en vont mus fanatiquement par la monomanie du sacrifice quoditien, en répétant « pas de politique, légalité ! légalité ! » me font l'effet de gens qui ligoteraient dans son fauteuil un pauvre homme au milieu des flammes.

— Reconnaître une légalité athée et franc-maçonne c'est la sanctionner ; c'est la couvrir de sa probité ; c'est la rendre applicable.

— Refuser de faire de la politique, c'est refuser de chercher l'issue, c'est boucher cette issue et boucher en même temps toutes les intelligences qui pourraient y travailler ; accaparer toutes les ressources qui pourraient l'acheter ; appauvrir toutes les énergies qui pourraient la créer. L'*Entente Nationale*, si je l'ai bien comprise, a pour but, au contraire, de chercher cette issue coûte que coûte avec ceux-là même qui la veulent autre que celle qu'elle croit la vraie.

Elle ne désire pas étouffer les cris qui prouvent la vitalité d'un groupe. Elle veut tout d'abord concentrer les énergies contre le gouvernement et ses lois infâmes, et pour cela habituer les royalistes à se réjouir d'entendre crier à côté d'eux « Vive l'Empereur, Vive la République » et réciproquement. — Chez nous quand on crie c'est qu'on annonce ! On a déjà rendu les Français bavards comme des vieilles filles ; si on leur désapprend à brailler il serait impossible de retrouver le bon esprit gaulois. — Braillons ! Braillons ! c'est la franchise séculaire qui secoue des liens honteux. Ce qui me donne du courage c'est d'appeler mon Roi ! Appelez qui vous voudrez, pourvu que vous fonciez dans la mêlée avec nous, messieurs les dissidents : le premier arrivé plantera son drapeau. Vous ne pouvez nous estimer que si vous savez qui nous sommes : nous ne nous méfierons plus de vous quand vous nous aurez dit qui vous êtes et pourquoi vous l'êtes. Nous n'avons pas besoin de nous convaincre immédiatement pour combattre ensemble et j'aime mieux que vous gardiez votre foi républicaine ou impérialiste que de ne pas en avoir.

L'enthousiasme fièrement avoué est pour moi chose si sacrée que l'autre soir j'ai vraiment regretté qu'on n'ait pas parlé de Napoléon à propos de l'armée ; cet hommage lui était dû. L'entente me paraîtra beaucoup plus mûre quand les cris divers se feront écho loyalement, gaiement, avec cette bonne humeur qui disparait chaque jour hélas ! pour faire place aux récriminations aigres et mesquines ; puis sur un signe des représentants de leurs convictions à la tribune

chacun des groupes reprendra avec les autres : « Vive la France ! » ...et le jour où nous la verrons se relever, notre belle, notre chère France, la manœuvre sera familière à tous. Le signal du grand cri d'entente sera donné alors par... *celui qui l'aura relevée...* Et les royalistes pourront enfin se taire.

Un assistant de la Conférence du 1er Décembre.

Du Soleil du Midi à Marseille :

L'Entente Nationale :

Depuis plusieurs mois fonctionne à Paris une intéressante Société d'études politiques et sociales sous le nom d'« Entente Nationale ». Fondée par le docteur Le Fur, elle offre aux libres discussions un terrain neutre où se rencontrent des patriotes de toute origine qui s'affranchissant des préjugés de parti, se donnent pour but de fournir aux problèmes divers qui agitent la société contemporaine les solutions les plus conformes à l'intérêt national.

Un tel programme devait, dès l'abord, conquérir la sympathie de nos amis politiques. De plus en plus, en effet (grâce surtout aux analyses profondes et subtiles de Maurras, de Vaugeois, de Montesquiou et de leurs collaborateurs de l'Action Française), la théorie monarchiste s'établit sur le roc solide de l'intérêt national. C'est parce qu'ils ont envisagé les questions actuelles au point de vue de cet intérêt primordial, que tant d'esprits indépendants en viennent à confesser aujourd'hui la nécessité du principe héréditaire comme condition de la restauration française.

La plus utile des propagandes consiste à rendre ce raisonnement évident pour tous les hommes de bonne foi qui, éclairés par une expérience tous les jours plus cruelle, renoncent à demander au parlementarisme républicain la guérison de maux dont ce régime est la cause initiale. Aussi, les royalistes parisiens se sont-ils trouvés en nombre aux réunions de l'« Entente Nationale », heureux d'y exposer leurs doctrines au choc des opinions contraires, confiants dans le lent et sûr travail qui s'accomplit chez les esprits sincères lorsqu'ils reçoivent le germe de la vérité.

Déjà M. de Lamarzelle, M. de Ramel s'y étaient fait entendre avec succès. Le groupe vient d'inaugurer ses conférences d'hiver par une grande réunion tenue mercredi soir à la Société d'Agriculture. L'assistance était fort nombreuse. On y remarquait des représentants des diverses fractions de l'opposition parlementaire : MM. l'amiral de Cuverville, Le Cour, amiral de La Jaille, sénateurs : MM. Lucien Millevoye, de l'Estourbeillon, Lerolle, de La Ferronays, Legonidec de Tressan, députés : MM. d'Aulan et Roger-Lambelin, conseillers municipaux de Paris, etc.

Le sujet de la réunion était : « L'Armée et la Franc-Maçonnerie ». Tour à tour M. Millevoye, M. Copin-Albancelli et M. Lambelin ont

traité la question aux applaudissements de l'Assemblée. Nos lecteurs liront avec plaisir la dernière partie du discours de M. Roger-Lambelin. Ils y verront comment notre sympathique ami et collaborateur a su faire applaudir par un auditoire fort hétérogène l'expression très nette et très loyale de sa foi politique. Nous croyons que de telles initiatives doivent être vivement encouragées. Par ces discussions courtoises mieux que par de virulentes invectives, nous parviendrons à dissiper les préjugés tenaces qui tiennent encore tant de bons Français en défiance contre le retour aux traditions nationales.

Du Réveil français :

L'Entente Nationale.

Hier soir, plus d'un millier de personnes se pressaient dans la salle d'Horticulture de la rue de Grenelle, pour répondre à l'appel de l'*Entente Nationale* et entendre parler de la maçonnerie et de l'armée. La réunion était présidée par l'amiral de La Jaille, sénateur et président d'honneur, assisté du général de Roincé. Sur l'estrade, les généraux Récamier et de Taradel, duc des Cars, colonel de Ramel, les orateurs, le président de l'*Entente Nationale*, M. Le Fur, les principaux membres de son comité, etc.

M. Le Fur a ouvert la séance en exposant en quelques mots comment la question à traiter se rattachait au but poursuivi par l'*Entente Nationale*; après lui, M. Millevoye, député de la Seine, a montré dans quelle abjection était tombé le régime républicain sous l'influence de la maçonnerie et comment celle-ci avait divisé les Français que la lutte contre l'étranger en 1870 avait unis pour la défense de la patrie. Ce discours vibrant a été très applaudi.

M. Roger-Lambelin a montré ensuite, dans un discours sobre et précis, comment la conspiration maçonnique contre l'armée se développa lentement depuis la chute du maréchal de Mac-Mahon et la remise du Pouvoir aux républicains. Il rappela les avertissements donnés par le duc d'Orléans lors de l'affaire Dreyfus et conclut à la nécessité de la monarchie pour que l'armée recouvre sa cohésion et sa force ; sa péroraison eut grand succès.

Après lui, M. Copin-Albancelli, avec sa chaleureuse éloquence, fit le procès de la maçonnerie dont le rôle actuel à l'égard de l'armée est tout semblable à celui qu'elle joua à la veille de la Révolution, en particulier à l'égard des gardes françaises qu'elle fit manquer à leur devoir.

L'orateur termina par la lecture d'instructions secrètes de la Vente maçonnique suprême en 1825, engageant les adeptes à affaiblir par des toxiques les ennemis qu'on veut faire disparaître, afin de les diminuer, en les empêchant de mourir courageusement. Cette allusion a produit une très vive impression.

En quelques mots pleins de tact, l'amiral de La Jaille a remercié les orateurs et félicité les organisateurs de l'*Entente Nationale*, dont les efforts meritent le succès.

De la **Défense de Fontainebleau :**

L'Entente Nationale.
Conférence sur l'Armée et la Franc-Maçonnerie.

Mercredi avait lieu, dans la salle de la Société d'horticulture, sous la présidence de M. l'amiral de la Jaille et de M. le général de Roincé, une nombreuse réunion provoquée par le Comité de l'*Entente nationale*, dont le but est de grouper tous les honnêtes gens, tous les vrais Français, pour résister à l'action dissolvante et antipatriotique de nos gouvernements actuels.

C'est d'ailleurs, ce qu'en excellents termes, M. le docteur Le Fur, président du Comité, a exposé au début de la réunion.

La parole est donnée ensuite à M. Millevoye, député de la Seine, qui, pendant une heure, sut tenir sans fatigue les 1.500 auditeurs sous le charme de sa parole, en évoquant tous les actes du gouvernement qui peuvent, à bon droit, effrayer les patriotes ; n'est-ce pas dit-il, un symptôme alarmant que d'être obligé de défendre l'armée contre les gouvernants.

M. Roger-Lambelin, conseiller municipal de Paris, montre, ensuite, la progression des actes des gouvernements qui se succèdent depuis 30 ans ; c'est d'abord les commandants de corps d'armée qu'on attaque, les princes qu'on exile, l'affaire Dreyfus, pour ne citer que les principales ; enfin l'instruction dévoilée des loges maçonniques qui fait du ministère de la guerre une dépendance du Grand-Orient de la rue Cadet.

Parlant en son nom personnel, il rappelle qu'alors qu'étant en activité de service et chargé des cours des engagés de son corps, il éprouva un certain embarras lorsqu'en parlant de la hiérarchie militaire il en arrivait aux hauts grades. Le général de brigade obéit bien au général de division, le général de division au général commandant de corps d'armée, ce dernier au ministre ; mais à qui le ministre obéit-il ? Au président de la République ; mais le président de la République est obligé de faire contresigner les décrets, qu'il ne peut signer seul ; son autorité est donc divisée et l'armée a besoin d'un chef, et d'un chef responsable.

Ce chef, dans l'état actuel, c'est le Parlement, une majorité variable et changeante alors que l'armée a besoin de stabilité.

Ne convient-il pas de rechercher aussi à qui obéit cette majorité ?

M. Copin-Albancelli, qui succède comme orateur à M. Lambelin, montre que cette majorité, composée de francs-maçons, obéit à la secte qui, elle, obéit à l'étranger, afin d'arriver à la destruction de la France, car, comme le fait remarquer avec beaucoup de sens

l'orateur, la franc-maçonnerie existe chez les autres puissances, mais, dans aucune d'elles, elle n'attaque l'armée comme elle le fait en France !

M. Copin-Albancelli montre toutes les hypocrisies de la F.·. M.·. et lit certains passages de la célèbre lettre de Nubius, dans laquelle il préconise le poison pour se débarrasser des ennemis de la secte, et regrette qu'on n'ait pas fait absorber à Louis XVI et à la reine une potion débilitante qui les aurait empêchés d'aborder l'échafaud avec dignité et courage,

Il ne suffisait pas à Nubius, le grand maître de la Haute-Vente, de tuer ses adversaires, il voulait les déshonorer.

Cette citation était trop d'actualité pour ne pas être comprise de l'auditoire et appliquée à l'infortuné député du II[e] arrondissement, car la méthode n'a pas changé et Nubius était un pschycologue.

M. l'amiral de la Jaille, avant de lever la séance, a remercié, en termes élevés, les trois orateurs, le président de l'*Entente Nationale*, d'avoir pris l'initiative de cette belle réunion dont les auditeurs n'oublieront pas les enseignements. P.-A. P.

De **l'Espérance du Peuple,** à Nantes, sous la signature d'H. A. MARTIN :

Pour n'avoir voulu reconnaître ni Dieu, ni maître, disait mercredi M. Roger-Lambelin à une réunion de l'*Entente Nationale*, nous avons fini par accepter une tyrannie abominable et une abjecte domination.

L'armée, quand elle va au fond des choses, ne sait plus à qui obéir. Elle doit obéir au ministre de la Guerre, mais le ministre lui-même à qui obéit-il ? Au Président Loubet, qui obéit aux ministres, lesquels obéissent aux Chambres. Et ce monstre à sept ou huit cents têtes est tenu en laisse par une main inconnue cachée au fond des Loges.

En vérité, dit M. Lambelin, il faut un chef permanent indiscuté : dans tous les pays d'Europe ce chef né, c'est le souverain.

A notre armée aussi, il faut un chef, puisant sa force dans les entrailles mêmes du pays pénétré de son histoire, incarnant sa race.

Je le salue comme le sauveur capable de forger à nouveau l'épée de la France, ébréchée, faussée, à moitié brisée par la Juiverie et la Franc-Maçonnerie.

Et cette vaillante épée, symbole de notre chère armée, nous aurons la certitude qu'elle ne sera plus tirée sans raison, ni rentrée sans honneur.

Oui, la Monarchie nationale puise sa force dans les entrailles

mêmes du pays et ses traditions remontent aux origines de notre histoire.

Aujourd'hui même, veille de Noël, — il y a bien des années, — l'Eglise donnait à la Royauté naissante la première consécration et établissait la tradition nationale.

Saint Remi disait à Clovis, la veille de son baptême (24 décembre 496) :

« Apprenez, ô mon fils, que le royaume des Francs est prédesti-
« né par Dieu à la défense de la sainte Église. Ce royaume, un
« jour, sera grand entre tous les royaumes et il durera jusqu'à la
« fin des temps.

« Il sera victorieux et prospère tant qu'il restera fidèle à la foi
« du Christ ; mais il sera rudement châtié toutes les fois qu'il sera
« infidèle à sa vocation. »

« La prophétie de saint Remi se réalise sous nos yeux, dit Mgr Delassus. Nous sommes toujours le peuple de la grande mission et des grandes épreuves, des grands crimes et des grandes expiations. »

Bientôt, espérons-le, nous serons le peuple des grandes réparations.

L'épée de la France à la main, le Roi de France, continuateur de la tradition nationale, reprendra les gestes de Dieu par les Francs. *Gesta Dei per Francos.*

H.-A. Martin.

De **la Croix de l'Aube,** à Troyes :

La révolte des honnêtes gens.

S'il est profondément attristant de voir la France courbée sous la domination maçonnique, il faut constater cependant que, d'un bout à l'autre du pays, se produit un réveil des honnêtes gens. Les infamies commises par la secte ont ouvert bien des yeux, et l'acte courageux de M. Guyot de Villeneuve a convaincu ceux-là mêmes qui jusqu'alors n'avaient pu admettre la réalité de la domination maçonnique, tant elle leur paraissait monstrueuse. Ce mouvement antimaçonnique s'est produit ces temps derniers avec une force bien faite pour nous rendre confiance. Le jour où la lumière sera complète pour tous les honnêtes gens, ils sauront agir de conséquence. C'est ainsi que de nombreux auditoires ont assisté aux conférences données sur la Franc-Maçonnerie par la Ligue de défense nationale, présidée par M. Copin-Albancelli et par l'*Entente nationale* présidée par M. le Dr Le Fur. On sentait, à l'empressement et à la sympathie des assistants, qu'il s'agissait bien d'une question vitale pour le pays.

Bourges. — Imprimerie Tardy-Pigelet, 15, Rue Joyeuse

La brochure de propagande : *L'Entente Nationale* pour la reconstitution intégrale des *libertés de France*, sera envoyée franco contre l'envoi de 0 fr. 20 par exemplaire, en timbres ou autrement, à toute personne qui en fera la demande au Secrétaire général. — 4 exemplaires seront envoyés pour 0 fr. 70. — 25 pour 4 francs — 50 pour 7 fr. 50 — 100 pour 13 francs — 500 pour 60 francs — 1.000 pour 110 francs.

La brochure : « *Nos Traditions Nationales. Comment les défendre?* », comprenant le compte rendu detaillé de la première réunion de l'*Entente Nationale*, à la salle de Société de Géographie, sera envoyée franco aux conditions suivantes : 1 exemplaire pour 0 fr. 40 — 4 exemplaires pour 1 fr. 50 — 25 pour 8 francs — 50 pour 15 francs — 100 pour 26 francs — 500 pour 120 francs — 1,000 pour 220 francs.

Brochure : *L'Armée et la Franc-Maçonnerie* : 1 exemplaire, 0 fr. 30. — 4 exemplaires pour 1 franc — 25 pour 6 francs — 50 pour 10 francs — 100 pour 20 francs — 500 pour 90 francs — 1000 pour 160 francs.

S'adresser à M. A. Herblin, *Secrétaire Général, 109, Quai d'Orsay, Paris VIIe, Téléphone 727-78.*

